

**MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTES**  
**DIRECTION DES AFFAIRES CIVILES ET DU SCEAU**  
Pôle d'évaluation de la justice civile

**Deux ans d'application de la Loi du 5  
mars 2007 portant réforme de la  
protection juridique des majeurs devant  
les juges des tutelles 2009-2010**

**Brigitte MUNOZ PEREZ**

*Expert démographe*

Chef du Pôle d'évaluation de la justice civile

**Caroline MOREAU**

*Expert démographe*

Pôle d'évaluation de la justice civile

Août 2011



# DEUX ANS D'APPLICATION DE LA REFORME DE LA PROTECTION JURIDIQUE DES MAJEURS DEVANT LES JUGES DES TUTELLES

<b>RESUME DES PRINCIPAUX RESULTATS.....</b>	<b>5</b>
<b>I. LES DEMANDES .....</b>	<b>11</b>
<b>1.1. Evolution du nombre des demandes 1988-2010.....</b>	<b>11</b>
Demandes d'ouverture de régime de protection et modes de saisine du juge des tutelles .....	12
Les demandes de réexamen de la situation des majeurs protégés .....	13
<b>1.2. Bilan des révisions des mesures de tutelle et curatelle 2009-2010.....</b>	<b>17</b>
La durée des mesures de protection renouvelées .....	18
<b>II. LES OUVERTURES DE REGIME DE PROTECTION.....</b>	<b>22</b>
<b>2.1. Le degré des mesures de protection ouvertes .....</b>	<b>24</b>
La sauvegarde de justice, un régime de protection temporaire .....	24
Les ouvertures de régimes de protection durables : une prépondérance croissante des tutelles .....	25
<b>2.2. La durée des mesures de tutelle et curatelle ouvertes en 2010 .....</b>	<b>26</b>
<b>2.3. Structure par âge et par sexe des nouveaux majeurs protégés (2010).....</b>	<b>27</b>
<b>2.4. La fréquence des ouvertures de régime de protection 2010 .....</b>	<b>30</b>
<b>2.5. La gestion des mesures de protection .....</b>	<b>32</b>
La gestion des mesures de tutelles ouvertes en 2010 .....	34
La gestion des mesures de curatelle ouvertes en 2010.....	37
La gestion des mesures de sauvegarde de justice ouvertes en 2010 .....	38
<b>III. MANDAT DE PROTECTION FUTURE.....</b>	<b>40</b>
<b>IV. LES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT JUDICIAIRE (MAJ) .....</b>	<b>41</b>
Ouvertures de MAJ par conversion de TPSA.....	41
Ouvertures de MAJ après échec d'une mesure d'accompagnement social personnalisé.....	41
<b>ANNEXE : STATISTIQUES DEPARTEMENTALES .....</b>	<b>44</b>
Liste des tableaux et figures .....	44



## **RESUME DES PRINCIPAUX RESULTATS**

- ***Diminution des demandes d'ouverture de régime de protection***

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009, date d'entrée en vigueur de la loi du 5 mars 2007, les signalements, jusqu'à présent envoyés par les services sociaux, les établissements de soins ou médico-sociaux au juge des tutelles, qui pouvait se saisir d'office pour ouvrir une mesure, doivent être systématiquement adressés ou réorientés par le juge au parquet. Cette suppression de la saisine d'office en 2009 a entraîné une diminution du nombre des demandes d'ouverture de régime de protection (101 000 en 2008 et un peu moins de 81 000 en 2009, soit une réduction de 20%). Mais la baisse intervenue la première année d'application de la réforme ne semble pas se poursuivre en 2010, le nombre des demandes d'ouverture de régime de protection a en effet à nouveau augmenté (+8,9%).

- ***A la fin de l'année 2010, les demandes de révision des mesures ont concerné un peu moins d'un quart des majeurs protégés***

Au cours des deux premières années d'application de la réforme, les juges ont été saisis de près de 178 000 demandes de renouvellement, de modification de l'étendue des mesures de protection, de conversion de tutelle en curatelle (ou de curatelle en tutelle) ou de mainlevée des mesures. Ce nombre, bien qu'important, doit évidemment être relativisé et rapporté à celui du stock des majeurs protégés (évalué à 750 000 au 1<sup>er</sup> janvier 2010). On peut ainsi estimer qu'à la fin de l'année 2010, les demandes de révision des mesures ont concerné un peu moins d'un quart des majeurs protégés.

- ***Les mesures sont renouvelées plus de neuf fois sur dix***

Lorsqu'ils ont statué sur la situation des majeurs protégés placés sous tutelle ou curatelle avant le 1<sup>er</sup> janvier 2009, les juges ont renouvelé les mesures dans plus de 90% des cas, en modifiant le degré du régime de protection dans 10% des cas, le plus souvent en aggravant la mesure : 7,8% de conversions de curatelle en tutelle, l'inverse étant plus rare (2,5%). Enfin, la hausse exceptionnelle des demandes de mainlevée enregistrée en 2008 et 2009 -respectivement 15 600 et 9 500, contre 6 700 en 2007- a finalement eu peu d'incidence sur le nombre des mainlevées prononcées, celui-ci est demeuré relativement faible –autour de 6 000-, une part importante des demandes ayant été rejetée.

- ***La durée moyenne des mesures renouvelées atteint 13,8 ans pour les tutelles et 7,5 ans pour les curatelles***

La durée des mesures renouvelées est beaucoup plus élevée pour les majeurs sous tutelle que pour les majeurs sous curatelle (13,8 ans, contre 7,5 ans).

Les juges fixent très rarement des durées inférieures à 5 ans (4,5% pour les curatelles et 0,2% pour les tutelles). Plus des deux tiers des mesures de curatelle sont renouvelées pour une durée de 5 ans (68,5%), pour une durée de 10 ans dans 12,7% des cas. Enfin, 13,2% des décisions de renouvellement de curatelle fixent des durées supérieures à 10 ans. Lorsqu'ils renouvèlent ou maintiennent les mesures de tutelle, les juges fixent des durées de 5 ans dans un peu moins d'un

tiers des décisions (30,6%), de 10 ans, plus de deux fois sur dix (21,6%). Dans près de la moitié des cas, les durées fixées dépassent 10 ans, la proportion des tutelles renouvelées dont la durée fixée atteint ou dépasse 20 ans étant importante : 29,5%.

- ***En 2009 et 2010, les juges ont ouvert près de 127 000 régimes de protection***

En 2009 et 2010, près de 127 000 majeurs ont fait l'objet d'une mesure de protection (66 017 en 2009 et 60 888 en 2010). La sauvegarde de justice dite « rénovée » représente une faible part des régimes de protection ouverts au cours des deux premières années d'application de la réforme (moins de 2%), la population concernée est en moyenne très âgée (79 ans) et les femmes y sont très majoritaires. Parmi les deux autres régimes, les tutelles sont devenues prépondérantes. Elles représentent 57% des ouvertures de régimes de protection durable en 2010, alors qu'elles étaient à égalité avec les curatelles cinq ans plutôt. Les ouvertures de régime de protection concernent désormais probablement des personnes présentant un degré d'incapacité plus important que par le passé, ce qui augmente la probabilité d'être placé sous tutelle plutôt que sous curatelle. Les ouvertures de curatelle surviennent à des âges beaucoup plus jeunes que les sauvegardes de justice : 57,8 ans en moyenne, et, globalement, les hommes y sont aussi nombreux que les femmes. Les ouvertures de tutelle concernent des personnes bien plus âgées que les ouvertures de curatelle : 73 ans en moyenne et le nombre de femmes est presque deux fois plus élevé que celui des hommes. Lorsqu'ils ouvrent un régime de protection durable, les juges fixent la durée maximale de 5 ans dans 97% des cas, les durées inférieures à 5 ans sont donc rarement fixées.

- ***Le risque de faire l'objet d'une mesure de protection varie beaucoup selon les âges de la vie et le sexe des majeurs protégés***

Chez les jeunes majeurs, la fréquence des placements sous tutelle ou curatelle n'est pas négligeable, elle atteint un maximum autour de vingt ans. La raison en tient au changement de statut qui affecte les jeunes majeurs handicapés : dès l'âge de vingt ans, l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé cesse d'être versée aux parents, elle est remplacée par l'allocation aux adultes handicapés, servie directement aux intéressés. Après ce maximum atteint autour de vingt ans, la fréquence des ouvertures de régime de protection diminue et se maintient à un niveau relativement faible jusqu'à la tranche d'âge des 65-69 ans, les hommes faisant un peu plus souvent l'objet d'une mesure de protection que les femmes, surtout s'il s'agit d'une mesure de curatelle. Tout se passe comme si les causes variées d'ouverture de régime de protection survenaient de façon régulière tout au long de cette phase de la vie qui précède l'entrée dans la vieillesse. Ensuite, à partir de 70 ans la fréquence augmente très rapidement à mesure que l'âge avance. Revers de la longévité, la dégradation physique ou psychique accroît la probabilité d'être placé sous régime de protection. Après 75 ans, les femmes sont plus fréquemment placées sous un régime de protection que les hommes, le plus souvent sous tutelle. L'allongement prévisible de l'espérance de vie aux âges élevés dans la population générale et notamment l'accroissement du nombre d'octogénaires, de nonagénaires et de centenaires constituera donc en soi un facteur d'accroissement du nombre des personnes susceptibles de faire l'objet d'une mesure de protection dans les années à venir.

- ***Tous régimes confondus, la gestion de la moitié des mesures est confiée à la famille***

A défaut de choix opéré par la personne qu'il est nécessaire de protéger, le juge est tenu de nommer en priorité comme tuteur ou curateur le conjoint, partenaire ou concubin du majeur protégé ou, à défaut, « un parent, un allié ou une personne résidant avec le majeur protégé ou entretenant avec lui des liens étroits et stables » (C. civ., art 449). En cas d'inexistence de liens familiaux et de proches susceptibles d'assumer la tutelle ou la curatelle, le juge peut déférer la mesure à un tiers (associations tutélaires, mandataires judiciaires à la protection des majeurs exerçant à titre individuel ou préposés d'établissement de soins ou d'hébergement). La part des mesures confiées à la famille a peu évolué depuis l'entrée en application de la réforme : autour de 48% en 2009 et en 2010, contre 46% en 2008. Il en va de même pour la part de mesures confiées aux préposés d'établissement de soins et d'hébergement, qui reste inférieure à 3% avant et après l'entrée en vigueur de la réforme. En revanche, la part des mesures confiées à des associations tutélaires augmente nettement au détriment de celles confiées à des mandataires judiciaires à la protection des majeurs exerçant à titre individuel. Cette proportion passe en effet de 2008 à 2010 de 34,2% à 40,6% pour les associations tutélaires et de 17,4% à 9% pour les mandataires judiciaires à la protection des majeurs exerçant à titre individuel.

La part des mesures de protection dont l'exercice est confié à la famille, qui constitue un indicateur du plus ou moins grand isolement des majeurs protégés, varie fortement, non seulement selon le type de régime ouvert, mais également en fonction de l'âge et du sexe des majeurs protégés.

- ***Les mesures de tutelle sont gérées par la famille près de six fois sur dix***

La gestion familiale des tutelles est largement majoritaire, représentant près de six cas sur dix (58%) chez les hommes et deux tiers (65%) chez les femmes. La gestion associative arrive loin derrière avec un tiers des mesures (32,5%) pour les hommes et un quart des mesures pour les femmes (24,8%). Les deux autres types de gestion sont très minoritaires, en particulier celle des préposés d'établissements de soins ou d'hébergement. Chez les majeurs de moins de vingt cinq ans, la famille est très présente : elle se voit confier la gestion de la mesure de protection dans plus de sept cas sur dix. Cette part élevée témoigne du souci de la plupart des parents d'organiser la défense des intérêts matériels de leurs enfants handicapés. La part des tutelles familiales diminue ensuite à mesure que le majeur vieillit, pour atteindre un minimum dans le groupe des 55-59 ans (39% pour les hommes et 44% pour les femmes). Cette diminution progressive pourrait s'expliquer par un effet démographique : plus le majeur handicapé vieillit, plus le risque de perdre ses parents augmente et, avec eux, le seul soutien familial dont il bénéficiait. De manière concomitante, la gestion par les associations tutélaires s'accroît, jusqu'à représenter la moitié des mesures chez les hommes et un peu moins chez les femmes, dans le groupe 45-59 ans. Aux âges élevés, le sens des solidarités familiales susceptibles de se manifester s'inverse, et l'augmentation, à partir de 65 ans, de la part des tutelles familiales révèle la prise en charge progressive par les enfants ou la proche famille des personnes âgées entrant dans la dépendance. Aux âges extrêmes, ce type de gestion finit par constituer environ les deux tiers de mesures, aussi bien chez les hommes que chez les femmes, proportion très supérieure à celle de la gestion associative (environ un quart des mesures). La

gérance par des mandataires judiciaires à la protection des majeurs exerçant à titre individuel, malgré son augmentation constante avec l'âge ne réussit pas à dépasser 10% des mesures, proportion certes bien supérieure à celles des établissements de soins ou d'hébergement.

- ***La gestion des mesures de curatelle, plus souvent confiée à des associations***

Pour les curatelles, l'importance relative des gestions familiales et associative s'inverse par rapport à ce qu'on observe dans les tutelles. Tous âges confondus, la gérance associative est nettement majoritaire : 62% chez les hommes et 54% chez les femmes, à côté de 25% de gérances familiales chez les hommes et 31% chez les femmes. En revanche, le profil d'âge est très semblable à celui des tutelles : une variation au fil des âges en forme concave pour la gérance familiale et en forme convexe pour la gérance associative, avec une progression linéaire ou une stabilité pour les deux autres formes de gestion. Cependant, aux âges intermédiaires, les gérances associatives représentent près des trois quarts de mesures, contre 15% à 20% de gérances familiales. Malgré sa chute constante à partir de 50 ou 55 ans, la gérance associative est encore présente dans un gros tiers des cas aux âges élevés, pas très loin des gérances familiales. Une autre différence avec les tutelles est l'importance non négligeable des gérances par des mandataires judiciaires exerçant à titre individuel, dont la part s'accroît avec l'âge pour atteindre, à 90 ans et plus, un cinquième des mesures chez les femmes, un peu moins chez les hommes. Comme pour les tutelles, la gérance par les préposés d'établissements de soins ou d'hébergement reste rare quel que soit l'âge des personnes.

- ***Plus de huit mesures de sauvegarde de justice sur dix sont confiées à la famille***

Tous âges confondus, la gestion de 82% des sauvegardes de justice ouvertes en 2010 est confiée à la famille, 10% à une association tutélaire ; moins de 4% d'entre elles sont confiées à un mandataire judiciaire à la protection des majeurs exerçant à titre individuel, la même part sont ouvertes sans désignation d'un mandataire spécial, enfin, une proportion infime des sauvegardes est confiée à des préposés d'établissement de soins ou d'hébergement (0,5%).

- ***Un peu plus de 500 mandats de protection future ont pris effet depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi.***

Principale innovation de la loi du 5 mars 2007, le mandat de protection future (MPF) est une mesure destinée à permettre à toute personne d'organiser pour l'avenir sa protection ainsi que celle de ses biens, pour le cas où elle ne serait plus en mesure de le faire elle-même en raison de son état de santé physique ou mental, et d'éviter ainsi l'ouverture d'une mesure judiciaire de protection (tutelle, curatelle, sauvegarde de justice). En 2009 et 2010, un total de 538 mandats de protection future ont pris effet, 133 la première année d'application de ce nouveau dispositif, 405 la seconde. La population des mandants est féminine dans plus des deux-tiers des cas et très âgée : près de 80% des mandants ont plus de 80 ans. Plus de huit fois sur dix, les MPF ont été établis par acte notarié. Les mandataires désignés par anticipation sont exclusivement des personnes physiques de l'entourage du mandant. Dans seulement sept cas, le protégé est l'enfant du mandant.



- ***En deux ans, les juges ont ouvert environ 5 000 mesures d'accompagnement judiciaire, par conversion de TPSA huit fois sur dix, plus rarement à la suite d'un échec d'une mesure d'accompagnement social personnalisé***

En 2009 et 2010, les juges des tutelles ont ouvert 4 922 mesures d'accompagnement judiciaire (MAJ). Dans 81% des cas, ces MAJ ont été ouvertes sur conversion d'une tutelle aux prestations sociales « adultes »

Les MAJ ouvertes à la demande du procureur de la République, au vu d'un rapport des services sociaux du conseil général comportant une évaluation de la situation sociale et pécuniaire de la personne, ainsi que d'un bilan des actions personnalisées menées auprès d'elle au titre de la mesure d'accompagnement social personnalisé (MASP), sont donc relativement peu nombreuses (923). A défaut de pouvoir être exercée par un membre de la famille, la MAJ est exercée par un mandataire judiciaire, dans la quasi-totalité des cas les juges désignent des associations tutélaires.



## I. LES DEMANDES

### 1.1. Evolution du nombre des demandes 1988-2010

Jusqu'au milieu des années 2000, le nombre de demandes relatives à la protection des majeurs<sup>1</sup> a beaucoup progressé. Passant de 56 000 en 1988 à 140 400 en 2005, ce nombre a plus que doublé. Cette augmentation générale correspond à la hausse continue des demandes d'ouverture de régime de protection au cours de cette période -figure 1a et tableau 1-.

**Tableau 1**  
**Régime de protection des majeurs - Evolution du nombre de demandes formées devant le juge des tutelles 1988-2010**

Années	Total	dont :	
		Demandes d'ouverture de régime de protection	Renouvellement, conversion, modification étendue de la mesure, mainlevée
1 988	<b>55 822</b>	46 529	2 699
1 989	<b>61 512</b>	50 930	3 046
1 990	<b>63 257</b>	51 378	3 502
1 991	<b>65 111</b>	53 082	3 673
1 992	<b>77 164</b>	62 946	4 378
1 993	<b>76 493</b>	60 759	4 788
1 994	<b>80 933</b>	64 018	5 202
1 995	<b>85 285</b>	66 238	5 849
1 996	<b>97 824</b>	75 532	7 168
1 997	<b>104 949</b>	80 116	7 705
1 998	<b>112 538</b>	84 090	8 712
1 999	<b>114 627</b>	84 622	9 527
2 000	<b>117 315</b>	85 302	10 106
2 001	<b>118 952</b>	84 536	10 596
2 002	<b>128 025</b>	89 271	12 643
2 003	<b>134 244</b>	92 790	13 729
2 004	<b>141 006</b>	99 016	15 037
2 005	<b>140 445</b>	98 182	15 776
2 006	<b>141 687</b>	99 117	16 212
2 007	<b>137 954</b>	97 195	17 220
2 008	<b>147 814</b>	100 755	28 810
2 009	<b>175 782</b>	80 678	88 761
2 010	<b>181 279</b>	87 824	88 795

\* Demandes d'ouverture de tutelle et curatelle, y compris demandes de placement sous sauvegarde de justice en 2009 (474) et 2010 (374).

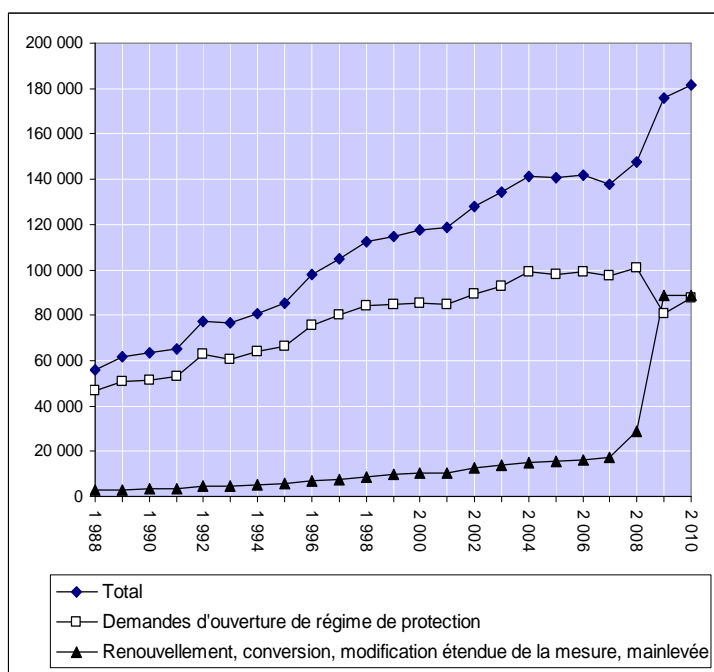
Source : SDSE RGC DACS Pôle d'évaluation de la justice civile

<sup>1</sup> Demandes d'ouverture de régime de protection, de conversion de tutelle en curatelle et de curatelle en tutelle, demandes de modification de l'étendue de la mesure, demandes de mainlevée. Les demandes relatives aux TPSA ne sont pas prises en compte dans cette statistique.

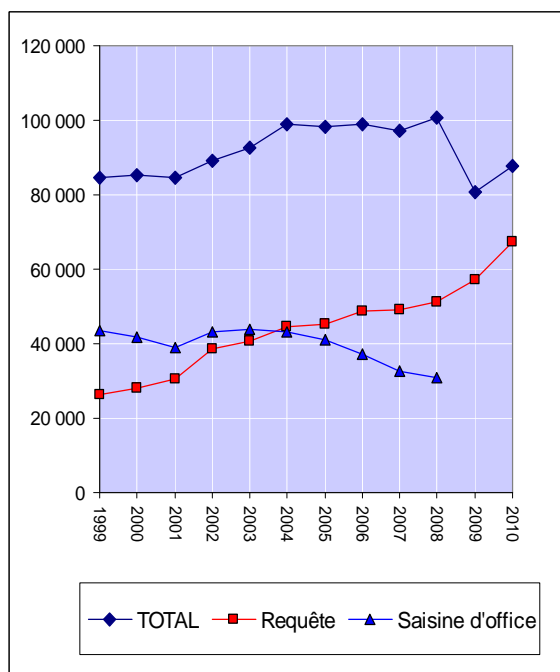
## ***Demandes d'ouverture de régime de protection et modes de saisine du juge des tutelles***

Après avoir atteint un maximum en 2004, le nombre de demandes d'ouverture de régime de protection<sup>2</sup> s'est stabilisé ensuite autour de 100 000 jusqu'en 2008. Au fil de ces mêmes quatre années, la pratique de la saisine d'office est devenue moins fréquente : le nombre de ces saisines passe de 43 000 à 31 000 de 2004 à 2008, elles représentent ainsi moins de 38% de l'ensemble des saisines en 2008 (hors renvois pour incompetence), contre 49% quatre ans plus tôt<sup>3</sup> ; en revanche, les demandes d'ouverture de régime de protection introduites par requête ont continué à augmenter, passant de 44 700 à 51 200. La conjonction de ces deux mouvements s'est traduite par une stabilisation globale du nombre de saisines hors renvois pour incompetence. Ces derniers se caractérisent par une absence d'évolution significative –figure 1b-.

**Figure 1a**  
**Protection des majeurs**  
**Evolution du nombre de demandes formées**  
**devant le juge des tutelles**  
**1988-2010**



**Figure 1b**  
**Evolution du nombre de demandes**  
**d'ouverture de régime de**  
**protection par mode de saisine**  
**1999-2010**



Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009, date d'entrée en vigueur de la loi du 5 mars 2007, les signalements, jusqu'à présent envoyés par les services sociaux, les établissements de soins ou médico-sociaux au juge des tutelles, qui pouvait se saisir d'office pour ouvrir une mesure, doivent désormais être systématiquement adressés ou

<sup>2</sup> Y compris les demandes de prises en charge des mesures de protection ouvertes par un juge s'étant déclaré incompetent territorialement.

<sup>3</sup> Sur les pratiques de saisine d'office, voir : L. Pécaut-Rivolier et T. Verheyde : La juridiction des tutelles dans le nouveau dispositif de protection des majeurs, AJ famille, n°5/2007, mai 2007.

réorientés par le juge au parquet. Les signalements ou requêtes incomplètes transmises par les familles, les proches ou l'entourage plus large d'une personne vulnérable, doivent également être adressés au parquet puisque le juge ne peut y donner suite.

Cette suppression de la saisine d'office pour ouvrir une mesure a entraîné une diminution importante du nombre des demandes d'ouverture de régime de protection en 2009, leur nombre est en effet passé de près de 101 000 à un peu moins de 81 000, soit une baisse de 20%. Mais la baisse intervenue la première année d'application de la réforme ne semble pas se poursuivre en 2010 puisque les demandes d'ouverture de régime de protection ont à nouveau augmenté (+8,9%) - **tableau 1 et figure 1b** - .

Des signalements pourraient être en attente de traitement soit auprès des services sociaux (car ils n'ont pas le certificat médical obligatoire), soit du côté des parquets dont les pratiques sont susceptibles de varier d'un TGI à l'autre, certains ne saisissant pas le juge des tutelles en l'absence de certificat médical, d'autres ordonnant l'examen médical avant de décider de l'opportunité de saisir le juge des tutelles<sup>4</sup>.

### ***Les demandes de réexamen de la situation des majeurs protégés***

Avant de présenter l'évolution des demandes de réexamen de la situation des majeurs protégés (modification du régime ou de son étendue et mainlevée), il convient de considérer celle du nombre de majeurs protégés, susceptibles de donner lieu à ce type de demandes.

Au cours des quinze dernières années, le stock des majeurs protégés a notablement augmenté, le nombre des « entrées » -ouvertures de régime de protection- a en effet été beaucoup plus important que celui des « sorties » par décès ou mainlevées, ces dernières étant relativement peu fréquentes. Un peu inférieur à 500 000 au 1<sup>er</sup> janvier 1997, le nombre estimé de majeurs protégés a atteint 764 000 au 1<sup>er</sup> janvier 2011 –**tableau 2**-.

---

<sup>4</sup> On ne dispose malheureusement pas de statistique sur l'activité des parquets en matière civile, le dispositif statistique permanent du ministère de la justice ne la prenant malheureusement pas encore en compte. Pour améliorer la connaissance des activités non pénales du parquet, une recherche a été réalisée en 2011, à la demande de la direction des affaires civiles et du sceau avec le soutien de la Mission de recherche Droit et Justice, sous la responsabilité scientifique de Marianne Cottin : « *Le parquet en matière civile, sociale et commerciale – Recensement des textes et étude empirique des activités non pénales du parquet* », Université Jean Monnet de Saint Etienne CERCRID, 501p. juillet 2011.

**Tableau 2**  
**Evolution du stock des majeurs protégés au 1<sup>er</sup> janvier 1997-2011**  
**des ouvertures et des fins de régime de protection par décès ou mainlevée**

Années	Estimation du stock de majeurs protégés au 1 <sup>er</sup> janvier**	Ouvertures de régime de protection*	Fin de la mesure par :				
			Total	Décès*		Mainlevées*	
				Nombre	%	Nombre	%
1997	493 362	53 720	<b>28 536</b>	26 668	93,5	1 868	6,5
1998	518 546	57 614	<b>31 376</b>	29 307	93,4	2 069	6,6
1999	544 784	57 177	<b>34 598</b>	31 811	91,9	2 787	8,1
2000	567 363	57 094	<b>35 818</b>	32 639	91,1	3 179	8,9
2001	588 639	54 580	<b>36 006</b>	32 556	90,4	3 450	9,6
2002	607 212	59 099	<b>41 167</b>	37 320	90,7	3 847	9,3
2003	625 145	61 541	<b>44 076</b>	39 922	90,6	4 155	9,4
2004	642 609	65 418	<b>42 203</b>	37 790	89,5	4 413	10,5
2005	665 824	66 379	<b>44 475</b>	39 905	89,7	4 570	10,3
2006	687 728	68 399	<b>47 343</b>	42 368	89,5	4 975	10,5
2007	708 784	66 869	<b>48 727</b>	44 019	90,3	4 708	9,7
2008	726 926	60 909	<b>56 164</b>	50 962	90,7	5 202	9,3
2009	731 671	66 017	<b>47 483</b>	40 899	86,1	6 584	13,9
2010	750 183	60 887	<b>47 146</b>	41 412	87,8	5 734	12,2
2011	764 016						

\* Source : SDSE RGC, \*\*INED DACS Pôle d'évaluation de la justice civile

Jusqu'en 2007, le profil d'évolution des demandes de modification ou de mainlevée des mesures de protection suit sensiblement celui du stock des majeurs protégés. Si le nombre absolu de ces demandes a augmenté (inférieur à 3 000 à la fin des années quatre vingt, il dépasse 17 000 en 2007), elles sont demeurées peu fréquentes, ne concernant qu'environ 2% des majeurs protégés –**tableau 3**-.

**Tableau 3**  
**Fréquence des demandes de réexamen de la situation des majeurs protégés**

Années	Stock au 1 <sup>er</sup> janvier	Demandes de renouvellement, conversion, modification de l'étendue de la mesure et de mainlevée	
		Nombre*	%
1 997	<b>493 362</b>	7 705	1,6
1 998	<b>518 546</b>	8 712	1,7
1 999	<b>544 784</b>	9 527	1,7
2 000	<b>567 363</b>	10 106	1,8
2 001	<b>588 639</b>	10 596	1,8
2 002	<b>607 212</b>	12 643	2,1
2 003	<b>625 145</b>	13 729	2,2
2 004	<b>642 609</b>	15 037	2,3
2 005	<b>665 824</b>	15 776	2,4
2 006	<b>687 728</b>	16 212	2,4
2 007	<b>708 784</b>	17 220	2,4
2 008	<b>726 926</b>	28 810	4,0
2 009	<b>731 671</b>	88 761	12,1
2 010	<b>750 183</b>	88 795	11,8

\*Source : SDSE RGC DACS PEJC

En 2008, année qui a précédé l'entrée en vigueur de la réforme, les demandes de modification de l'étendue des mesures de tutelle ou de curatelle, tout comme les demandes de mainlevée, ont fortement augmenté (+67%) –**tableau 4**-, amorçant ainsi pour les juges une première vague de mesures à réexaminer. Ce mouvement s'est accéléré en 2009. Si le nombre des demandes de renouvellement de mesure de protection a été un peu plus important en 2010 qu'en 2009 (75 015, contre 70 755, soit +6%), on observe que les juges se sont moins fréquemment saisis d'office la seconde année d'application de la réforme que la première (26% contre 36%).

Au total, au cours des deux premières années d'application de la réforme, les juges ont eu à réexaminer près de 178 000 mesures de protection, que ce soit à l'occasion de demandes de renouvellement, de modification de l'étendue des mesures, de conversion de tutelle en curatelle (ou de curatelle en tutelle) ou de mainlevée de la mesure. Ce nombre, bien qu'important, doit évidemment être relativisé et rapporté à celui du stock des majeurs protégés (évalué à 750 000 au 1<sup>er</sup> janvier 2010). On peut ainsi estimer qu'à la fin de l'année 2010, la situation d'un peu moins d'un quart des majeurs protégés a fait l'objet d'une demande de révision – voir encadré 1-.

**Tableau 4**  
**Evolution du nombre de demandes de conversion de tutelle en curatelle, de curatelle en tutelle, de modification de l'étendue, de renouvellement et de mainlevée des mesures de protection 1990-2010**

Années	Total	Conversion			Modification de l'étendue de la mesure			Demande de renouvellement de la mesure				Demande de mainlevée			
		Total	Tutelle en curatelle	Curatelle en tutelle	Total	Curatelle	Tutelle	Total	Tutelle	Curatelle	Sauvegarde de justice	Total	Tutelle	Curatelle	Sauvegarde de justice
1 990	<b>3 502</b>	<b>825</b>	312	513	<b>686</b>	564	122					<b>1 991</b>	725	1 266	
1 991	<b>3 673</b>	<b>896</b>	322	574	<b>781</b>	665	116					<b>1 996</b>	690	1 306	
1 992	<b>4 378</b>	<b>1 101</b>	392	709	<b>983</b>	824	159					<b>2 294</b>	789	1 505	
1 993	<b>4 788</b>	<b>1 085</b>	413	672	<b>1 351</b>	1 134	217					<b>2 352</b>	678	1 674	
1 994	<b>5 202</b>	<b>1 203</b>	414	789	<b>1 357</b>	1 063	294					<b>2 642</b>	722	1 920	
1 995	<b>5 849</b>	<b>1 210</b>	416	794	<b>1 718</b>	1 404	314					<b>2 921</b>	760	2 161	
1 996	<b>7 168</b>	<b>1 354</b>	372	982	<b>2 122</b>	1 763	359					<b>3 692</b>	947	2 745	
1 997	<b>7 705</b>	<b>1 501</b>	339	1 162	<b>2 288</b>	1 959	329					<b>3 916</b>	816	3 100	
1 998	<b>8 712</b>	<b>1 790</b>	443	1 347	<b>2 718</b>	2 328	390					<b>4 204</b>	780	3 424	
1 999	<b>9 527</b>	<b>1 986</b>	479	1 507	<b>2 874</b>	2 548	326					<b>4 667</b>	789	3 878	
2 000	<b>10 106</b>	<b>1 952</b>	459	1 493	<b>3 158</b>	2 731	427					<b>4 996</b>	821	4 175	
2 001	<b>10 596</b>	<b>2 182</b>	507	1 675	<b>3 212</b>	2 793	419					<b>5 202</b>	622	4 580	
2 002	<b>12 643</b>	<b>2 827</b>	658	2 169	<b>3 990</b>	3 244	746					<b>5 826</b>	768	5 058	
2 003	<b>13 729</b>	<b>3 230</b>	631	2 599	<b>4 436</b>	3 410	1 026					<b>6 063</b>	809	5 254	
2 004	<b>15 037</b>	<b>3 448</b>	752	2 696	<b>5 427</b>	3 986	1 441					<b>6 162</b>	818	5 344	
2 005	<b>15 776</b>	<b>3 541</b>	694	2 847	<b>5 646</b>	4 170	1 476					<b>6 589</b>	668	5 921	
2 006	<b>16 212</b>	<b>3 885</b>	718	3 167	<b>5 944</b>	4 387	1 557					<b>6 383</b>	609	5 774	
2 007	<b>17 220</b>	<b>4 138</b>	761	3 377	<b>6 367</b>	4 528	1 839					<b>6 715</b>	718	5 997	
2 008	<b>28 810</b>	<b>3 962</b>	660	3 302	<b>9 276</b>	5 830	3 446					<b>15 572</b>	5 675	9 897	
2 009	<b>88 761</b>	<b>4 543</b>	806	3 737	<b>3 997</b>	3 225	772	<b>70 755</b>	38 209	32 532	14	<b>9 466</b>	1 669	7 789	8
2 010	<b>88 795</b>	<b>5 030</b>	695	4 335	<b>2 802</b>	2 463	339	<b>75 015</b>	40 000	34 879	136	<b>5 948</b>	594	5 333	21

Source : SDSE RGC

DACS Pôle d'évaluation de la justice civile

**Encadré 1**  
**La révision des mesures ouvertes avant l'entrée en vigueur de la loi**

*L'article 45 de la loi du 5 mars 2007 impose que les mesures **ouvertes avant le 1<sup>er</sup> janvier 2009** soient revues par le juge dans un délai de cinq ans sous peine de prendre fin de plein droit. Cet article faisait partir le point de départ du délai de caducité de cinq ans à compter du jour de la publication de la loi, c'est-à-dire le 7 mars 2007. Cependant, compte tenu de l'insuffisance des moyens dévolus aux tribunaux d'instance pour la mise en œuvre de cette loi, le point de départ de ce délai a été repoussé<sup>5</sup> au jour de l'entrée en vigueur de la réforme, soit au 1<sup>er</sup> janvier 2009. La caducité des mesures ne sera donc encourue qu'à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2014**.*

Sous l'angle de l'activité des juges des tutelles, la baisse des demandes d'ouverture observée à partir de 2009 est donc loin d'avoir compensé l'arrivée massive, au cours des années 2009 et 2010, des 145 700 demandes de renouvellement de mesures ouvertes avant l'entrée en vigueur de la loi et l'on constate que cet afflux de demandes s'est soldé par un allongement de la durée de traitement des procédures, celle-ci étant passée de 3,6 mois en 2008 à 5 mois en 2010 -**tableau 5-**

**Tableau 5**  
**Réexamen de la situation des majeurs protégés 2008-2010**  
**Durée des procédures**

Résultat des demandes	2008		2009		2010	
	Nombre	Durée	Nombre	Durée	Nombre	Durée
<b>Total</b>	<b>19 309</b>	<b>3,6</b>	<b>64 635</b>	<b>4,4</b>	<b>84 959</b>	<b>5,0</b>
Décisions ne statuant pas sur la demande*	1 287	6,9	2 560	7,0	3 372	9,1
Décisions statuant sur la demande	18 022	3,4	62 075	4,3	81587	4,9
* Interruption de l'instance, radiation, caducité, désistement, incompétence, irrecevabilité						
Source : SDSE RGC					DACS PEJC	

<sup>5</sup> Art. 116 de la Loi n° 2009-526 du 12 mai 2009 de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures.



## 1.2. Bilan des révisions des mesures de tutelle et curatelle 2009-2010

Au cours des deux premières années d'application de la réforme du 5 mars 2007, les juges ont statué sur la situation de près de 144 000 majeurs protégés placés sous tutelle ou curatelle avant le 1<sup>er</sup> janvier 2009. Dans plus de 90% des cas les mesures ont été renouvelées (43,4% de tutelles et 37,8% de curatelles) Dans 10% des cas, les juges ont modifié le degré du régime de protection, le plus souvent en aggravant la mesure, 7,8% de conversions de curatelle en tutelle, l'inverse étant plus rare (2,5%) –**tableau 6-**.

**Tableau 6**  
**Résultat des demandes de renouvellement, de conversion de tutelle en curatelle, de curatelle en tutelle, de modification de l'étendue et de mainlevée des mesures de tutelle et curatelle 2009-2010p**

Résultat des demandes	Total		2009		2010	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
<b>Total décisions statuant sur les demandes</b>	<b>143 662</b>	<b>100,0</b>	<b>62 075</b>	<b>100,0</b>	<b>81 587</b>	<b>100,0</b>
<b>Total des mesures renouvelées</b>	<b>131 344</b>	<b>91,4</b>	<b>55 491</b>	<b>89,4</b>	<b>75 853</b>	<b>93,0</b>
Renouvelle la tutelle	62 281	43,4	25 824	41,6	36 457	44,7
Renouvelle la curatelle	54 361	37,8	23 128	37,3	31 233	38,3
Convertit la curatelle en tutelle (aggravation)	11 148	7,8	4 911	7,9	6 237	7,6
Convertit la tutelle en curatelle (allègement)	3 554	2,5	1 628	2,6	1 926	2,4
<b>Total des mainlevées</b>	<b>12 318</b>	<b>8,6</b>	<b>6 584</b>	<b>10,6</b>	<b>5 734</b>	<b>7,0</b>
Mainlevée de la curatelle	11 383	7,9	6 038	9,7	5 345	6,6
Mainlevée de la tutelle	935	0,7	546	0,9	389	0,5

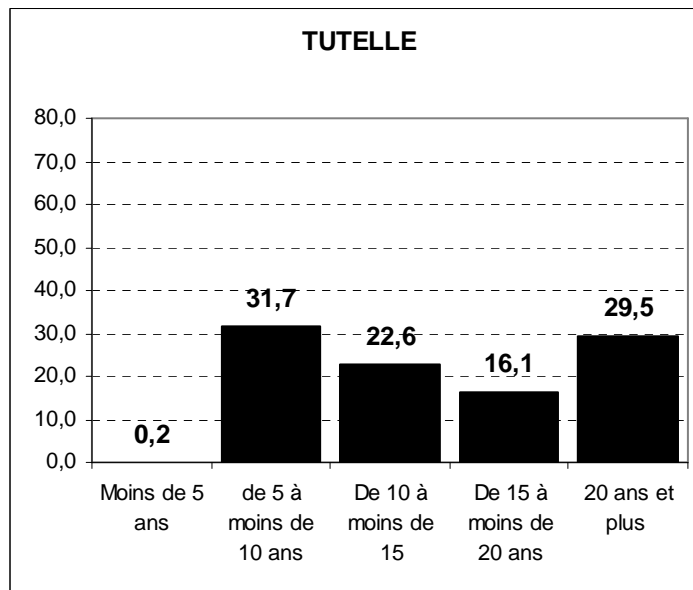
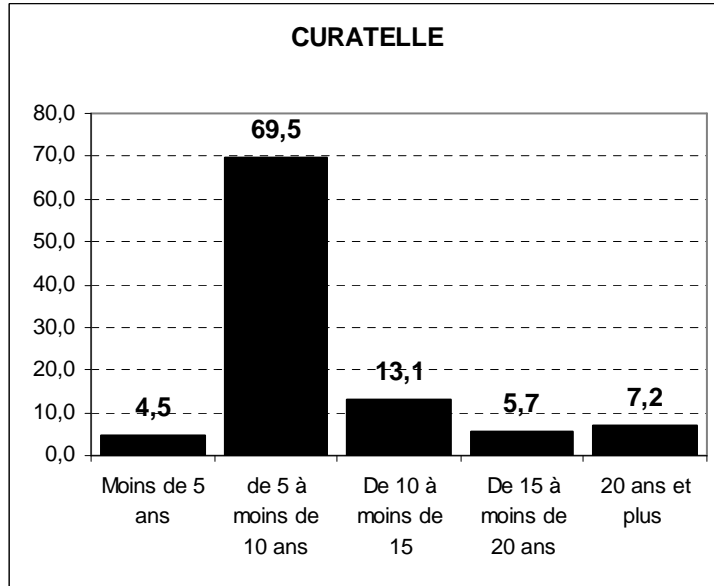
Source : SDSE, RGC. DACs, Pôle d'évaluation de la justice civile

Enfin, on observera que la hausse exceptionnelle des demandes de mainlevée enregistrée en 2008 et 2009 (respectivement 15 572 et 9 466, contre 6 715 en 2007) a eu peu d'incidence sur le nombre des mainlevées prononcées qui est demeuré relativement faible (8,6%), une part importante des demandes ayant été rejetée.



Rappelons que, quelle que soit la durée fixée par le juge, celui-ci peut, à tout moment, mettre fin à la mesure, la modifier si la situation de la personne s'améliore ou s'aggrave.

**Figure 2**  
**Répartition des mesures de tutelle et curatelle renouvelées en 2010 selon la durée fixée par le juge**





## II. LES OUVERTURES DE REGIME DE PROTECTION

Aux termes des articles 425 et suivants du Code civil, toute personne dans l'impossibilité de pourvoir seule à ses intérêts, en raison d'une altération, médicalement constatée, soit de ses facultés mentales, soit de ses facultés corporelles de nature à empêcher l'expression de sa volonté peut bénéficier d'une mesure de protection juridique tant de sa personne que de ses intérêts patrimoniaux ou limitée expressément à l'une de ces deux missions. Cette mesure de protection ne peut être ordonnée par le juge qu'en cas de nécessité et lorsqu'il ne peut être pourvu suffisamment aux intérêts de la personne par l'application des règles du droit commun de la représentation, de celles relatives aux droits et devoirs respectifs des époux et des règles des régimes matrimoniaux, en particulier celles prévues aux articles 217, 219, 1426 et 1429, par une autre mesure de protection judiciaire moins contraignante ou par le mandat de protection future conclu par l'intéressé.

En fonction du degré d'altération des facultés personnelles du majeur, le juge a le choix, depuis la loi du 5 mars 2007, entre trois régimes de protection portant plus ou moins atteinte aux droits de l'intéressé : la sauvegarde de justice dite « rénovée », la curatelle et la tutelle. La première mesure est de nature temporaire, tandis que les deux autres sont durables –**figure 3** -.

**Figure 3 - Les mesures judiciaires et administratives concernant les majeurs**

Altération des facultés mentales ou altération des facultés corporelles de nature à empêcher l'expression de la volonté		Absence d'altération des facultés	
Mesure judiciaire	Besoin d'une protection juridique temporaire	<b>Sauvegarde de justice</b>	
	Nécessité d'une assistance ou d'un contrôle continu dans les actes de la vie civile	<b>Curatelle</b>	
		<i>Curatelle simple</i>	<i>Curatelle renforcée</i>
	Nécessité d'une représentation de manière continue dans les actes de la vie civile	La personne ne peut faire des actes de disposition qu'avec l'assistance du curateur Le curateur perçoit seul les revenus et assure seul le règlement des dépenses	
<b>Tutelle</b>			
Mesure non judiciaire	<b>Mandat de protection future</b>		Mesure ordonnée par le juge des tutelles Deux actions : 1) Gestion des prestations sociales 2) Action éducative  Durée maximale : quatre ans

Source : Commission des lois du Sénat

Outre ce principe de proportionnalité et d'individualisation de la mesure, le juge doit également respecter le principe de subsidiarité affirmé par la loi portant réforme de la protection juridique des majeurs. Ainsi, il ne peut prononcer une mesure qu'après avoir vérifié qu'une mesure moins incapacitante n'apporterait pas une protection suffisante. Autrement dit, une curatelle ne peut être ouverte qu'en cas d'insuffisance de la sauvegarde de justice, une tutelle qu'en cas d'insuffisance d'une curatelle.

- **La sauvegarde de justice dite « renouvelée »** est destinée aux majeurs dont les facultés sont altérées et pour lesquelles une solution moins contraignante suffit en temps normal (procuration, par exemple), mais qui ont besoin ponctuellement d'être représentés pour certains actes de disposition particuliers sans qu'il soit nécessaire d'ouvrir une mesure de protection complète. De courte durée, la mesure de sauvegarde de justice ne peut dépasser un an, renouvelable une fois par le juge des tutelles, la durée totale ne peut donc excéder deux ans.
- **La curatelle** est destinée aux majeurs qui, sans être hors d'état d'agir eux-mêmes, ont besoin d'être assistés ou contrôlés d'une manière continue dans les actes importants de la vie civile (article 440 du Code civil).
- **La tutelle** - le régime de protection le plus contraignant- est destinée à ceux qui doivent être représentés d'une manière continue dans les actes de la vie civile. Le juge des tutelles fixe la durée de la mesure sans qu'elle puisse excéder 5 ans, au bout desquels la situation de la personne doit être réexaminée, avant de renouveler éventuellement la mesure (art 441 du Code civil).

## 2.1. Le degré des mesures de protection ouvertes

Le tableau 8 présente l'évolution du nombre de majeurs pour lesquels une mesure de protection a été ouverte au cours des années 2000 à 2010 selon la nature du régime.

**Tableau 8**  
**Evolution des ouvertures de régime de protection selon le type de mesure (2000-2010)**

Degré du régime de protection	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010p
<b>TOTAL Tutelle + Curatelle + Sauvegarde</b>	<b>57 093</b>	<b>54 578</b>	<b>59 098</b>	<b>61 541</b>	<b>65 418</b>	<b>66 382</b>	<b>68 358</b>	<b>66 869</b>	<b>60 909</b>	<b>66 017</b>	<b>60 888</b>
<b>Tutelle</b>	<b>28 905</b>	<b>27 975</b>	<b>29 798</b>	<b>30 928</b>	<b>32 408</b>	<b>33 525</b>	<b>35 055</b>	<b>34 190</b>	<b>32 432</b>	<b>35 993</b>	<b>34 140</b>
Tutelle allégée	171	192	159	129	129	159	159	291	283	419	408
Tutelle	28 734	27 783	29 639	30 799	32 280	33 366	34 896	33 899	32 149	35 574	33 732
<b>Curatelle</b>	<b>28 188</b>	<b>26 603</b>	<b>29 300</b>	<b>30 614</b>	<b>33 009</b>	<b>32 857</b>	<b>33 303</b>	<b>32 678</b>	<b>28 477</b>	<b>28 950</b>	<b>25 674</b>
Curatelle simple	3 189	2 870	2 943	2 906	2 714	3 045	2 939	2 929	2 549	2 781	2 161
Curatelle aménagée**	608	722	961	1 015	928	880	936	874	536	586	482
Curatelle renforcée*	24 391	23 012	25 397	26 692	29 367	28 931	29 429	28 875	25 392	25 583	23 031
<b>Sauvegarde de justice</b>										<b>1 074</b>	<b>1 074</b>

\*Curatelle aggravée avant 2007, \*\*Curatelle allégée avant 2007.  
Source : S/DSED répertoire général civil DACS Pôle d'évaluation de la justice civile

### La sauvegarde de justice, un régime de protection temporaire

La sauvegarde de justice dite « *renovée* » représente une faible part des régimes de protection ouverts au cours des deux premières années d'application de la réforme (moins de 2%). Le nombre annuel de majeurs bénéficiant de cette nouvelle mesure est en effet demeuré à un faible étiage (autour de 1 000).

Cette nouvelle sauvegarde de justice répondant au principe de subsidiarité des mesures de protection est à rapprocher de celle qu'a permise le réaménagement, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005, des articles 217 et 219 du code civil. Ces articles prévoient la suppléance ou le remplacement d'un époux hors d'état de manifester sa volonté par l'autre. Il permet au juge des tutelles d'autoriser un époux à accomplir en représentation de son conjoint un ou plusieurs actes sans mesure de protection préalable<sup>6</sup>. On constate que le nombre de ces demandes formées devant le juge des tutelles a progressé au cours des dernières années, passant de 265 en 2005 à 1 380 en 2009 et 2010 -**tableau 9**-

<sup>6</sup> Voir : L. Pécaut-Rivolier et T. Verheyde La juridiction des tutelles dans le nouveau dispositif de protection des majeurs, AJ famille, n°5/2007, mai 2007.

**Tableau 9**  
**Evolution des demandes d'autorisation de passer seul un acte et des**  
**demandes d'habilitation de représenter l'autre conjoint**  
**2005-2010p**

Année	Total	Demande d'autorisation de passer seul un acte	Demande d'habilitation à représenter l'autre conjoint ou à lui être substitué dans la gestion des biens propres ou communs
2005	<b>265</b>	143	122
2006	<b>878</b>	403	475
2007	<b>1 066</b>	455	611
2008	<b>1 167</b>	481	686
2009	<b>1 388</b>	419	969
2010	<b>1 381</b>	435	946

Source : SDSE RGC DACs PEJC

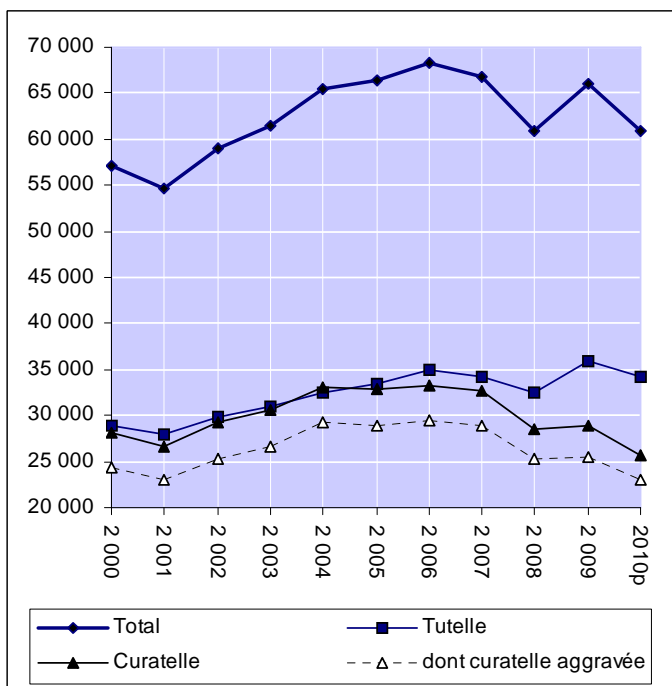
**Les ouvertures de régimes de protection durables : une prépondérance croissante des tutelles**

Jusqu'au milieu des années 2000, les juges ouvraient autant de tutelles que de curatelles, le plus souvent aggravées. A partir de 2007 et surtout de 2008, on observe une nette tendance à la baisse des curatelles, les tutelles devenant prépondérantes. Elles représentent 57% des ouvertures de régimes de protection durable en 2010, alors qu'elles étaient à égalité avec les curatelles cinq ans plus tôt –**tableau 8 et figures 4a et 4b**–.

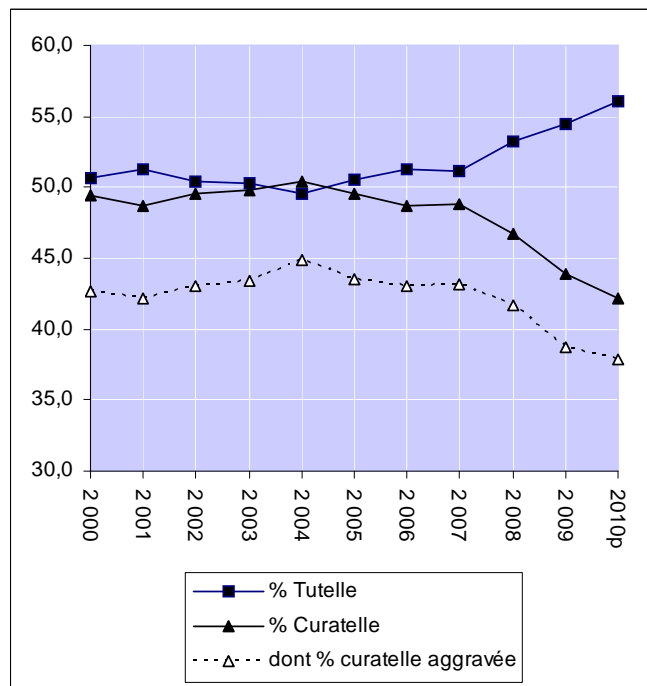
La baisse des curatelles est sans doute à rapprocher de celle des saisines d'office. Il n'est pas impossible que l'on assiste à une modification de la population des nouveaux majeurs protégés. On peut avancer l'hypothèse d'une sélection à l'entrée des personnes pour lesquelles une ouverture de régime de protection est demandée, du fait de la baisse des signalements par les travailleurs sociaux (signalements qui concernaient des personnes de tous âges). De plus en plus âgées, les personnes bénéficiant d'un régime de protection présenteraient un degré d'incapacité plus important, ce qui augmenterait le risque d'être placé sous tutelle plutôt que sous curatelle. La **figure 5**, qui montre l'accroissement de la proportion des tutelles à mesure que l'âge s'élève, conforte cette hypothèse.



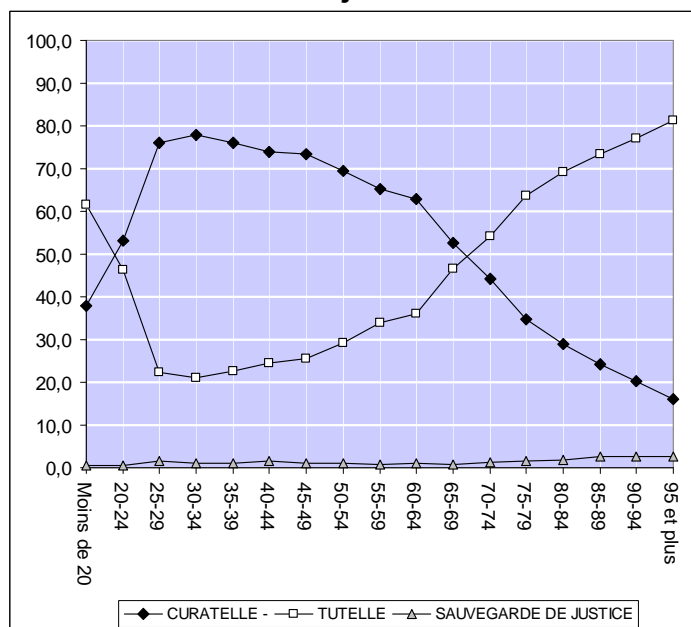
**Figure 4a**  
Evolution du nombre des tutelles et curatelles ouvertes 2000-2010



**Figure 4b**  
Evolution de la proportion des tutelles et curatelles ouvertes 2000-2010



**Figure 5**  
Répartition des régimes de protection ouverts en 2010 selon l'âge des majeurs



## 2.2. La durée des mesures de tutelle et curatelle ouvertes en 2010

Lorsqu'ils ouvrent des mesures de protection durable, les juges fixent dans la quasi-totalité des cas une durée de 5 ans, correspondant à la durée maximale prévue à l'article 441 du code civil. Les durées inférieures à 5 ans sont très rares (3,5% pour les curatelles et 0,5% pour les tutelles). Sur près de 60 000 ouvertures de régime de

protection durable, on relève environ 1 000 décisions qui fixent des durée excédant 5 ans (1,7%)<sup>7</sup> –tableau 10-.

**Tableau 10**  
**Durée des mesures de tutelle et curatelle ouvertes en 2010**

Durée fixée	TOTAL		Curatelle		Tutelle	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
<b>Total</b>	<b>59 814</b>	<b>100,0</b>	<b>25 674</b>	<b>100,0</b>	<b>34 140</b>	<b>100,0</b>
Moins de 5 ans	1 065	1,8	902	3,5	163	0,5
5 ans	57 739	96,5	24 590	95,8	33 149	97,1
6 ans et plus	1 010	1,7	182	0,7	829	2,4

Source : SDED RGC DACs Pôle d'évaluation de la justice civile

### 2.3. Structure par âge et par sexe des nouveaux majeurs protégés (2010)

Le tableau 11 présente la répartition par groupe d'âge quinquennal et par sexe des majeurs qui ont fait l'objet d'une mesure de protection au cours de l'année 2010. Une vue plus claire et plus précise, par âge détaillé, est présentée dans les figures 6a et 6b.

**Tableau 11**  
**Les nouveaux majeurs protégés en 2010**  
**Répartition par âge et par sexe selon la nature du régime ouvert.**

Âge	TOTAL				FEMMES				HOMMES			
	Total	Curatelle	Tutelle	Sauvegarde	Total	Curatelle	Tutelle	Sauvegarde	Total	Curatelle	Tutelle	Sauvegarde
<b>Total</b>	<b>60 887</b>	<b>25 673</b>	<b>34 140</b>	<b>1 074</b>	<b>35 942</b>	<b>12 911</b>	<b>22 266</b>	<b>765</b>	<b>24 945</b>	<b>12 762</b>	<b>11 874</b>	<b>309</b>
<i>Age moyen</i>	<b>66,7</b>	<b>57,8</b>	<b>73,0</b>	<b>79,1</b>	<b>72,9</b>	<b>63,6</b>	<b>78,0</b>	<b>82,3</b>	<b>57,8</b>	<b>52,0</b>	<b>63,6</b>	<b>71,2</b>
<20	2 089	717	1 361	11	832	303	526	3	1 257	414	835	8
20-24	3 918	2 008	1 890	21	1 573	802	763	7	2 345	1 205	1 126	14
25-29	1 532	1 200	322	10	497	377	117	3	1 035	823	205	7
30-34	1 421	1 119	291	11	481	373	104	4	939	745	187	7
35-39	1 672	1 318	345	9	619	490	126	3	1 053	828	219	6
40-44	2 103	1 545	540	17	836	616	212	9	1 267	930	329	8
45-49	2 518	1 808	694	16	1 059	747	304	8	1 458	1 061	389	8
50-54	2 698	1 874	807	17	1 071	766	295	10	1 627	1 108	512	7
55-59	2 773	1 815	934	24	1 154	780	364	11	1 619	1 035	571	13
60-64	2 821	1 746	1 049	27	1 259	766	479	14	1 563	980	570	13
65-69	2 098	1 140	941	17	1 022	562	454	6	1 077	578	487	11
70-74	2 900	1 235	1 621	44	1 665	691	949	25	1 235	544	672	19
75-79	5 425	1 870	3 452	102	3 522	1 142	2 305	75	1 903	728	1 147	27
80-84	9 006	2 415	6 390	201	6 450	1 628	4 671	152	2 556	787	1 719	49
85-89	10 572	2 473	7 810	288	8 069	1 815	6 029	226	2 503	659	1 782	62
90 et plus	7 341	1 390	5 693	258	5 833	1 054	4 570	209	1 508	336	1 123	49

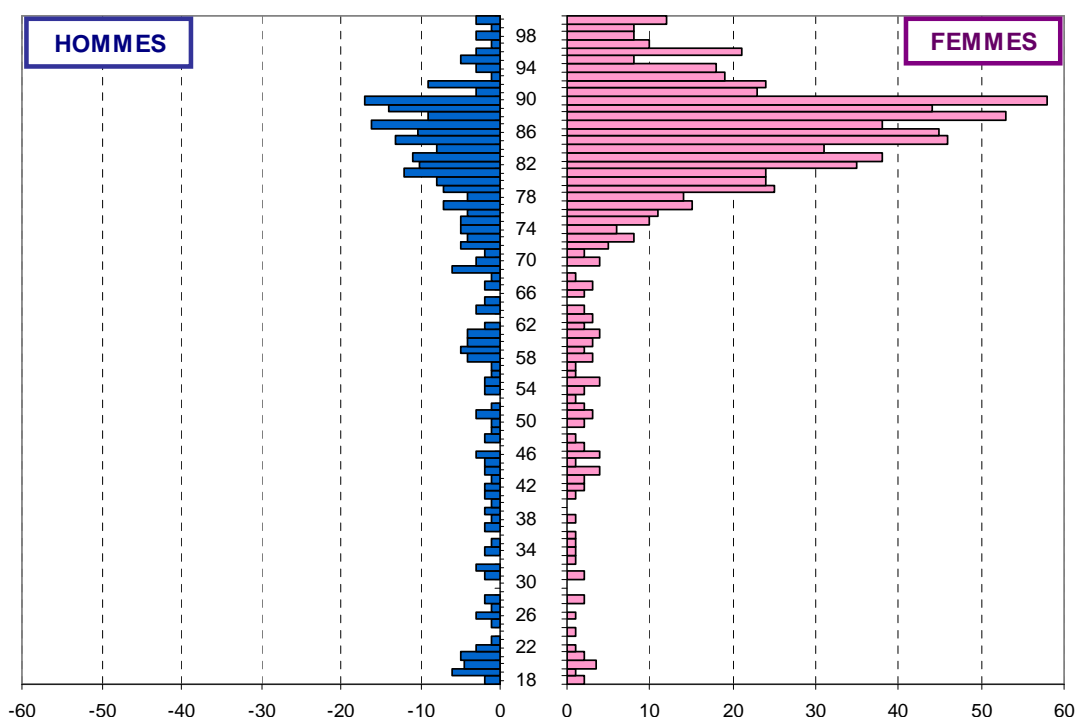
Source : SDSE DACs Pôle d'évaluation de la justice civile

<sup>7</sup> Les statistiques produites ne permettent pas de déterminer s'il s'agit d'erreurs de codage de la durée ou d'une pratique marginale des juges des tutelles.

**Le placement des majeurs sous le régime de la sauvegarde de justice est rare avant 70 ans, puis il devient progressivement plus fréquent jusqu'à l'âge de 90 ans, âge auquel les placements sont plus nombreux, pour décroître ensuite.**

L'âge auquel ces personnes sont placées sous ce régime de protection est donc en moyenne très élevé (79 ans) et il s'agit d'une population où les femmes sont très majoritaires, la proportion de celles-ci augmentant à mesure que l'âge avance. Représentant moins de 40% chez les moins de 40 ans, leur part dépasse en effet 80% chez les 90 ans et plus –**tableau 8 et figure 6a-**

**Figure 6a**  
**Pyramide des âges des majeurs placés sous sauvegarde de justice en 2010**

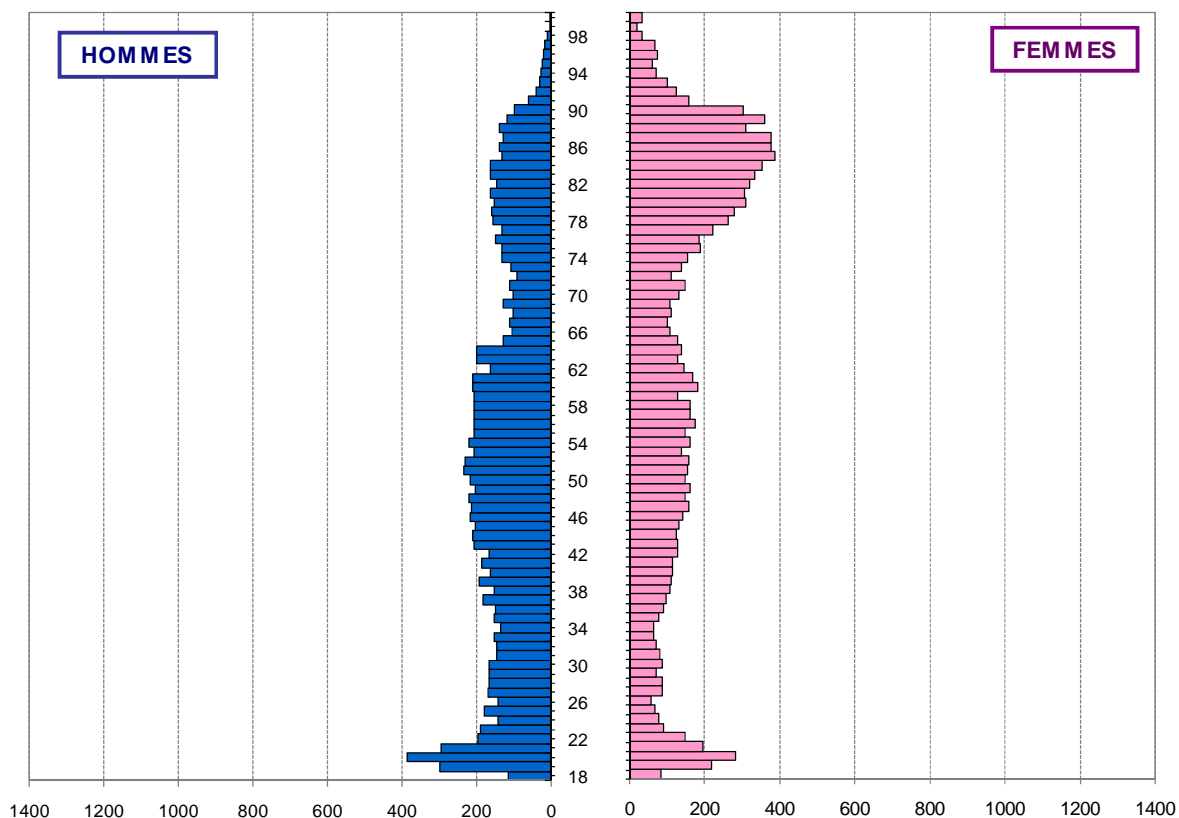


**Les ouvertures de curatelle** surviennent à des âges beaucoup plus jeunes que dans le cas précédent : 57,8 ans en moyenne, et, globalement, les hommes y sont aussi nombreux que les femmes. La répartition selon l'âge est beaucoup plus équilibrée car les placements sous curatelle de jeunes adultes (18-34 ans) et d'adultes plus âgés (35-64 ans) sont relativement nombreux.

Pourtant, la répartition des effectifs selon l'âge présente des variations assez marquées. On observe un premier pic à 20 ans, âge auquel le nombre des entrées en 2010 est d'environ 400 hommes et de près de 300 femmes. Ce pic, dont nous avancerons une explication plus avant, disparaît rapidement, laissant place à des effectifs qui ne dépassent pas 200 personnes de chaque sexe, par classe d'âge, avant 75 ans, avec un minimum autour de 65-69 ans. A partir de 75 ans, le nombre d'ouvertures de curatelle augmente rapidement chez les femmes jusqu'à atteindre un maximum autour de 85-87 ans (près de 400 par classe d'âge). Celles des hommes de mêmes âges sont beaucoup moins nombreuses, inférieures de moitié à

celles des femmes. Après ces âges, elles diminuent fortement dans les deux cas, en raison, surtout, de la réduction rapide des effectifs dans la population générale que provoque la mortalité.

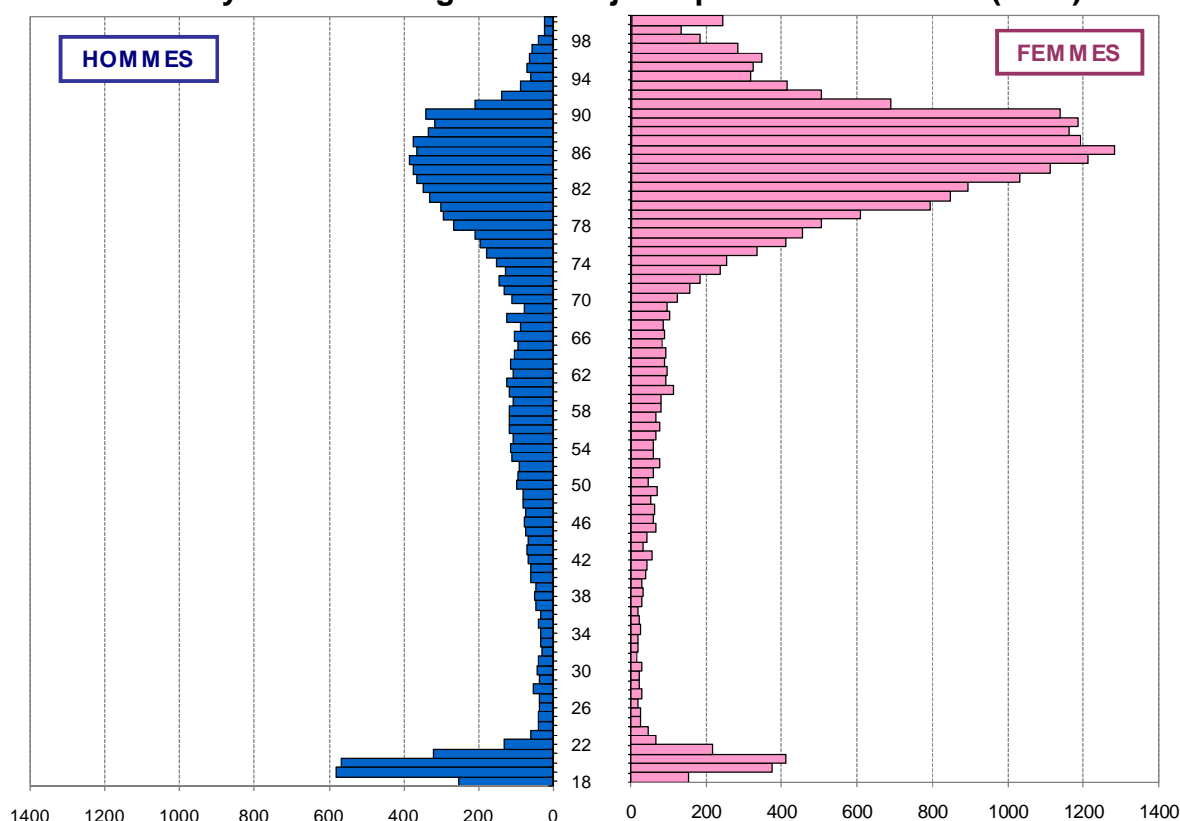
**Figure 6b**  
**Pyramide des âges des majeurs placés sous curatelle (2010)**



**Les ouvertures de tutelle** concernent des personnes bien plus âgées que les ouvertures de curatelle, mais moins que les mises sous sauvegarde de justice : 73 ans en moyenne. Le nombre de femmes est presque deux fois plus élevé que celui des hommes. De même, le profil des âges est beaucoup plus contrasté que celui des placements sous curatelle.

La surreprésentation aux âges très jeunes est très prononcée, tout comme celle observée aux âges très avancés. Plus précisément, les ouvertures de tutelle sont très nombreuses autour de 20 ans et sont rares au-delà jusqu'à 70 ans, âge à partir duquel elles augmentent rapidement, en particulier chez les femmes. On compte plus d'un millier de mises sous tutelle des femmes âgées de 83 à 90 ans. Aux mêmes âges, le nombre de placements sous tutelle d'hommes atteint à peine 400 – **figure 6c-**.

**Figure 6c**  
**Pyramide des âges des majeurs placés sous tutelle (2010)**



#### 2.4. La fréquence des ouvertures de régime de protection 2010

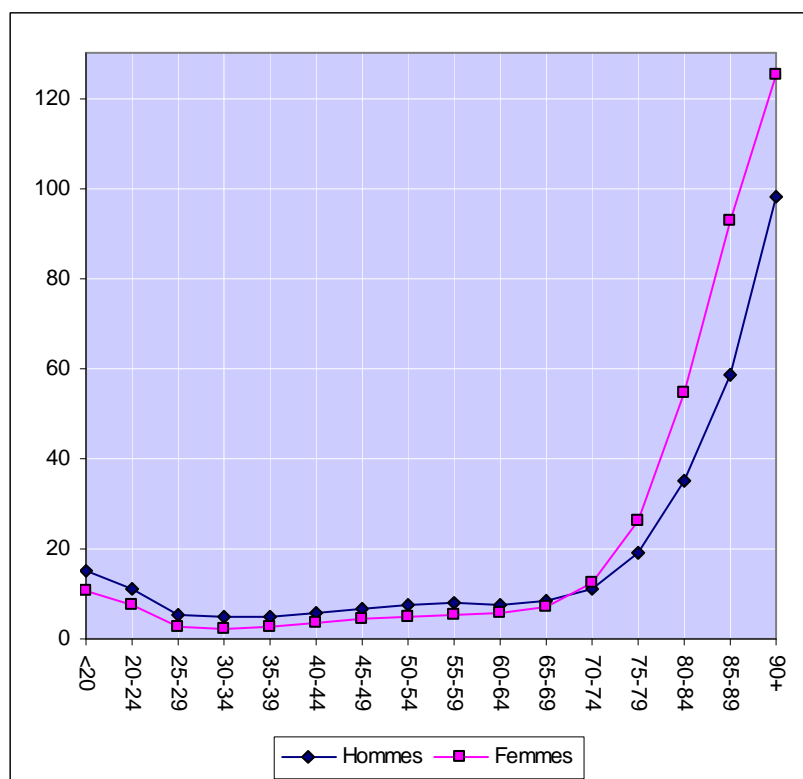
Nous reprenons ici l'examen du nombre des ouvertures de régime de protection par âge et par sexe, mais, cette fois-ci, en tenant compte des effectifs de la population générale dont les personnes sont issues. Autrement dit, nous rapportons, pour chaque âge et chaque sexe, le nombre d'ouvertures de régime de protection en 2010 à la population générale du même âge et sexe estimée au 1<sup>er</sup> janvier 2010<sup>8</sup>. Ce calcul conduit à des résultats qui peuvent être exprimés en termes de fréquence, au sein de la population générale, de la mise sous protection juridique à chaque âge et pour chaque sexe.

En 2010, un peu plus d'une personne sur 1 000 ( $1,2\text{‰}$ ) a fait l'objet d'une mesure de protection. Cette fréquence varie beaucoup selon les âges de la vie et le sexe des majeurs protégés. Chez les jeunes majeurs, la fréquence des placements sous tutelle ou curatelle n'est pas négligeable, elle atteint un maximum autour de vingt ans<sup>9</sup> –figure 7-. La raison tient sans doute aux changements de statut qui affectent les jeunes majeurs handicapés. En effet, dès l'âge de vingt ans, l'Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé (AEEH) cesse d'être versée aux parents. Elle est remplacée par l'allocation aux adultes handicapés, servie directement aux intéressés.

<sup>8</sup> L'utilisation d'une population estimée au milieu de l'année 2010 est théoriquement plus juste mais la différence des résultats obtenus avec celle estimée en début d'année, plus directement disponible que la première, serait négligeable.

<sup>9</sup> Chez les hommes, à 19, 20 et 21 ans, respectivement 21, 23 et 15 ouvertures de régime de protection pour 10 000 hommes dans la population générale ; chez les femmes les taux aux mêmes âges sont respectivement de 15, 17 et 10 placements pour 10 000.

**Figure 7**  
**Taux d'ouverture de régime de protection par sexe et par âge**  
**(Pour 10 000 hommes ou femmes dans la population générale)**  
**- 2010 -**



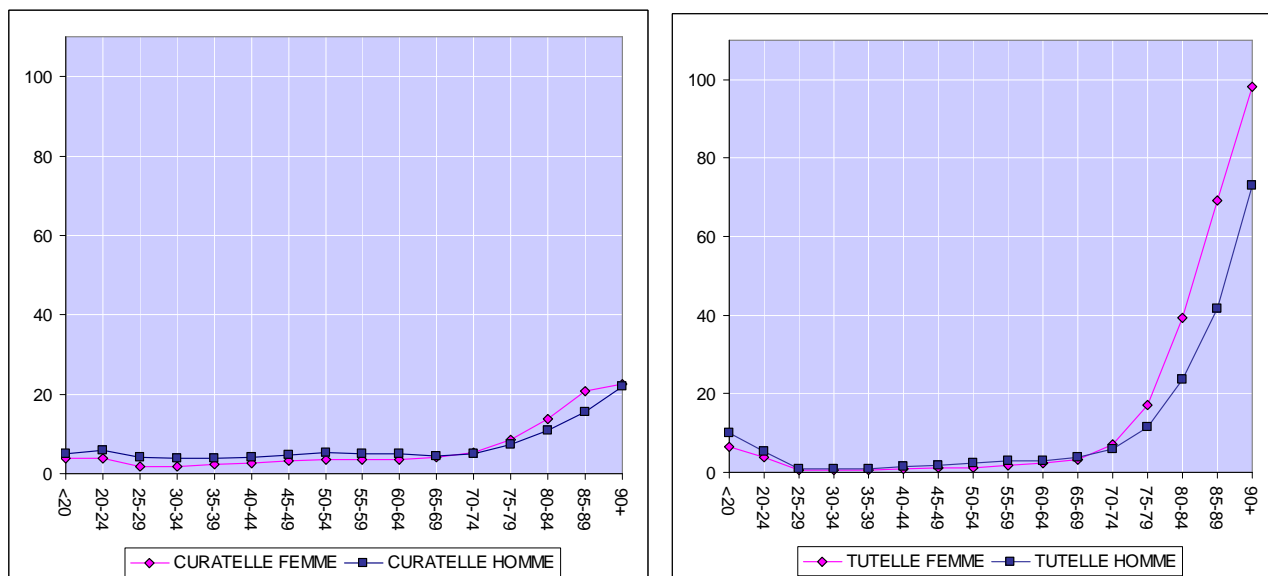
Après ce maximum atteint autour de vingt ans, la fréquence des ouvertures de régime de protection diminue et se maintient à un niveau relativement faible jusqu'à la tranche d'âge des 65-69 ans, les hommes faisant un peu plus souvent l'objet d'une mesure de protection que les femmes, surtout s'il s'agit d'une mesure de curatelle –**figure 8**–.

Tout se passe comme si les causes variées d'ouverture de régime de protection survenaient de façon régulière tout au long de cette phase de la vie qui précède l'entrée dans la vieillesse.

Ensuite, la fréquence augmente très rapidement à mesure que l'âge avance. Revers de la longévité, la dégradation physique ou psychique accroît le risque de placement sous régime de protection. Après 75 ans, les femmes sont plus fréquemment placées sous un régime de protection que les hommes, surtout sous tutelle –**figure 8**–.

Cet écart entre les deux sexes est dû en partie au fait qu'à âge égal, les femmes souffrent plus souvent d'incapacités que les hommes mais aussi parce qu'elles se retrouvent plus fréquemment isolées en raison du veuvage. La perte du conjoint augmente notablement le risque d'entrer dans une maison de retraite, en unité de longs séjours ou en hôpital psychiatrique et corrélativement le risque d'un placement sous un régime de protection.

**Figure 8**  
**Taux d'ouverture de curatelle et de tutelle par sexe et par âge 2010**  
**(pour 10 000)**



Chez les personnes âgées de quatre-vingt-dix ans et plus, près de 1,3% des femmes et moins de 1% des hommes ont fait l'objet d'une mesure de protection en 2010 .

L'allongement prévisible de l'espérance de vie aux âges élevés dans la population générale<sup>10</sup> et notamment l'accroissement du nombre des personnes âgées de 80 ans et plus constituera donc en soi un facteur d'accroissement du nombre des personnes qui risquent de faire l'objet d'une mesure de protection dans les années à venir.

## 2.5. La gestion des mesures de protection

Par l'effet du jugement, la personne protégée ne dispose plus de sa pleine capacité civile. Le juge doit donc lui désigner un tuteur ou un curateur. La réforme de la protection des majeurs vulnérables pose le principe de la préférence familiale à l'article 450 du Code civil qui prévoit que : « Lorsqu'aucun membre de la famille ou aucun proche ne peut assumer la curatelle ou la tutelle, le juge désigne un mandataire judiciaire à la protection des majeurs ». Ainsi, à défaut de choix opéré par la personne qu'il est nécessaire de protéger, le juge est tenu de nommer en priorité comme tuteur ou curateur le conjoint, partenaire ou concubin du majeur protégé ou, à défaut, « un parent, un allié ou une personne résidant avec le majeur protégé ou entretenant avec lui des liens étroits et stables » (C. civ., art 449). En cas d'inexistence de liens familiaux et de proches susceptibles d'assumer la tutelle ou la curatelle, le juge peut déférer la mesure à un tiers (associations tutélaires, mandataires judiciaires à la protection des majeurs exerçant à titre individuel ou préposés d'établissement de soins ou d'hébergement). On constate en premier lieu que la part des mesures confiées à la famille a peu évolué depuis l'entrée en application de la réforme : autour de 48% en 2009 et en 2010, contre 46% en 2008 –**tableau 12**-.

<sup>10</sup> En l'espace d'une décennie, de 2000 à 2010, l'espérance de vie des hommes à 60 ans est passée de 20,4 ans à 22,4 ans, celles des femmes de 25,6 ans à 27,2 ans.

Il en va de même pour la part de mesures confiées aux préposés d'établissement de soins et d'hébergement qui reste inférieure à 3% avant et après l'entrée en vigueur de la réforme. En revanche, la part des mesures confiées à des associations tutélaires augmente au détriment de celles confiées à des mandataires judiciaires à la protection des majeurs exerçant à titre individuel (MJPM indiv.). Cette proportion passe en effet de 2008 à 2010 de 34,2% à 40,6% pour les associations tutélaires et de 17,4% à 9% pour les MJPM indiv. –**tableau 12**-.

**Tableau 12**  
**Mesures de curatelle et de tutelle selon le mode de gestion 2008-2010**

Régime ouvert et mode de gestion	2008		2009		2010p	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
<b>TOTAL</b>	<b>60 909</b>	<b>100,0</b>	<b>64 943</b>	<b>100,0</b>	<b>59 813</b>	<b>100,0</b>
<b>Famille</b>	<b>27 839</b>	<b>45,7</b>	<b>31 322</b>	<b>48,2</b>	<b>28 623</b>	<b>47,9</b>
Tutelle	20 078	33,0	22 743	35,0	21 340	35,7
Curatelle	7 761	12,7	8 579	13,2	7 283	12,2
<b>Association tutélaire</b>	<b>20 807</b>	<b>34,2</b>	<b>26 590</b>	<b>40,9</b>	<b>24 275</b>	<b>40,6</b>
Tutelle	7 007	11,5	9 642	14,8	9 390	15,7
Curatelle	13 800	22,7	16 948	26,1	14 885	24,9
<b>MJPM exerçant à titre individuel</b>	<b>10 603</b>	<b>17,4</b>	<b>5 283</b>	<b>8,1</b>	<b>5 359</b>	<b>9,0</b>
Tutelle	4 258	7,0	2 539	3,9	2 474	4,1
Curatelle	6 345	10,4	2 744	4,2	2 885	4,8
<b>Prép.d'établis.soins ou hébergmt</b>	<b>1 659</b>	<b>2,7</b>	<b>1 748</b>	<b>2,7</b>	<b>1 556</b>	<b>2,6</b>
Tutelle	1 088	1,8	1 069	1,6	936	1,6
Curatelle	571	0,9	679	1,0	620	1,0

Source : SDSE RGC DACS Pôle d'évaluation de la justice civile

Lorsque la gestion des mesures est confiée à une association tutélaire, les personnes protégées sont en moyenne moins âgées qu'en cas de gestion familiale. A l'inverse, excepté les sauvegardes de justice qui sont très peu nombreuses, les mesures de protection confiées à des mandataires judiciaires à la protection des majeurs exerçant à titre individuel concernent des personnes plus âgées –**tableau 13**-.



**Tableau 13**  
**Âge moyen des majeurs ayant fait l'objet d'une mesure de protection en 2010**  
**selon la nature de celle-ci et le mode de gestion**

Type de gestion	Régime de protection ouvert					
	Tutelle		Curatelle		Sauvegarde de justice	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
<b>TOTAL</b>	<b>63,6</b>	<b>78,0</b>	<b>52,0</b>	<b>63,6</b>	<b>71,2</b>	<b>82,3</b>
Famille	63,2	78,2	55,6	69,0	76,6	84,0
Association tutélaire	61,4	76,1	49,1	58,3	50,9	69,1
Mandataire J. P.M. exerçant à titre individuel	75,3	82,8	61,1	71,6	70,6	68,8
Préposé d'étab.de soins ou d'hébergement	68,9	79,2	53,8	65,5	88,8	53,3
Sans mandataire spécial					67,8	79,7

Source : SDSE RGC DACs Pôle d'évaluation de la justice civile

La part des mesures de protection dont l'exercice est confié à la famille peut constituer un indicateur du plus ou moins grand isolement des majeurs protégés. On va voir que cette part varie fortement, non seulement selon le type de régime ouvert, mais également en fonction de l'âge et du sexe des majeurs protégés.

### La gestion des mesures de tutelles ouvertes en 2010

La gestion familiale des tutelles est largement majoritaire, représentant près de six cas sur dix (58%) chez les hommes et deux tiers (65%) chez les femmes **-tableau 14-**. La gestion associative arrive loin derrière avec un tiers des mesures (32,5%) pour les hommes et un quart des mesures pour les femmes (24,8%). Les deux autres types de gestion sont très minoritaires, en particulier celle des préposés d'établissements de soins ou d'hébergement.

**Tableau 14**  
**Tutelles ouvertes en 2010 selon le mode de gestion de la mesure**

Âge	HOMMES					FEMMES				
	Total tutelle	Famille	Association	MJPM exerçant à titre individuel	Prép. étab. soins hébergé	Total tutelle	Famille	Association	MJPM exerçant à titre individuel	Prép. étab. soins hébergé
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>57,8</b>	<b>32,5</b>	<b>6,5</b>	<b>3,1</b>	<b>100,0</b>	<b>65,0</b>	<b>24,8</b>	<b>7,6</b>	<b>2,5</b>
< 20	100,0	69,6	28,8	1,4	0,1	100,0	69,3	28,2	2,1	0,4
20-24	100,0	75,0	22,9	1,2	0,9	100,0	78,9	20,2	0,5	0,4
25-29	100,0	54,7	36,5	3,4	5,4	100,0	68,0	26,0	2,6	3,4
30-34	100,0	56,3	38,9	2,1	2,7	100,0	65,8	30,3	1,0	2,9
35-39	100,0	49,0	44,6	5,0	1,4	100,0	51,0	48,2	0,8	0,0
40-44	100,0	43,5	49,5	3,7	3,3	100,0	52,7	39,2	3,8	4,3
45-49	100,0	43,6	48,7	3,9	3,9	100,0	50,0	40,8	4,9	4,3
50-54	100,0	42,3	50,5	4,3	2,9	100,0	44,9	43,5	7,1	4,4
55-59	100,0	39,3	49,9	5,6	5,3	100,0	44,3	45,2	6,7	3,9
60-64	100,0	40,5	48,2	6,5	4,7	100,0	53,0	36,6	6,5	4,0
65-69	100,0	44,9	43,0	7,0	5,1	100,0	53,4	34,7	7,5	4,4
70-74	100,0	49,2	37,2	7,7	6,0	100,0	57,3	28,4	9,7	4,6
75-79	100,0	53,3	34,0	7,9	4,8	100,0	65,5	23,7	8,4	2,5
80-84	100,0	62,5	25,4	8,8	3,3	100,0	67,6	22,8	7,3	2,4
85-89	100,0	66,1	21,5	9,9	2,4	100,0	66,9	22,5	8,4	2,3
≥ 90	100,0	63,9	24,3	9,6	2,2	100,0	65,7	22,8	9,1	2,5
<i>Age moyen</i>	63,6	63,2	61,4	75,3	68,9	78	78,2	76,1	82,8	79,2

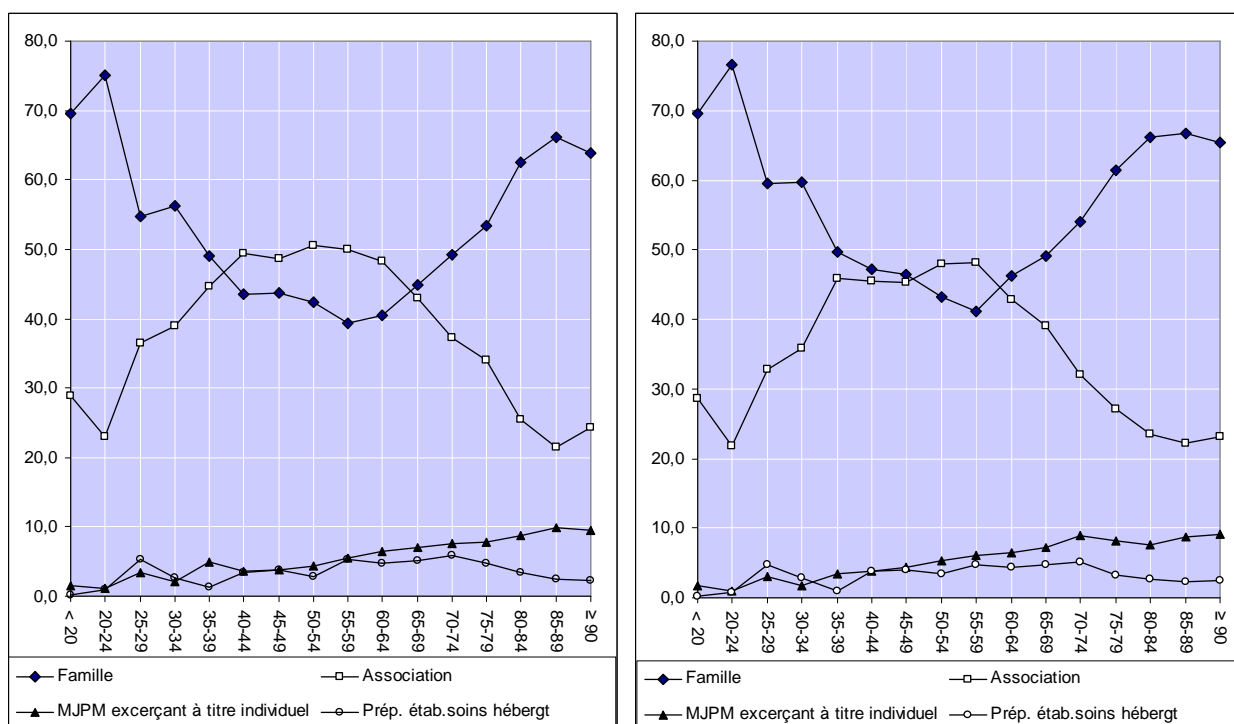
Source : SDSE RGC DACS Pôle d'évaluation de la justice civile

Cependant l'âge de la personne placée sous tutelle introduit des variations dans l'importance prise par l'un ou l'autre type de gestion. Chez les majeurs de moins de vingt cinq ans, la famille est très présente : elle se voit confier la gestion de la mesure de protection dans plus de sept cas sur dix (72,7% pour les hommes et 75% pour les femmes) –**tableau 14 et figure 9**-. Cette part élevée témoigne du souci de la plupart des parents d'organiser la défense des intérêts matériels de leurs enfants handicapés.

**Figure 9**  
**La gestion des mesures de tutelle ouvertes en 2010**

**TUTELLES HOMMES**

**TUTELLES FEMMES**



La part des tutelles familiales diminue ensuite à mesure que le majeur vieillit, pour atteindre un minimum dans le groupe des 55-59 ans (39,3% pour les hommes et 44,3% pour les femmes). Cette diminution progressive pourrait s'expliquer par un effet démographique : plus le majeur handicapé vieillit, plus le risque de perdre ses parents augmente et, avec eux, le seul soutien familial dont il bénéficiait. De manière concomitante, la gestion par les associations tutélaires s'accroît, jusqu'à représenter la moitié des mesures chez les hommes et un peu moins chez les femmes, dans le groupe 45-59 ans.

Aux âges élevés, le sens des solidarités familiales susceptibles de se manifester s'inverse, et l'augmentation, à partir de 65 ans, de la part des tutelles familiales révèle la prise en charge progressive par les enfants ou la proche famille des personnes âgées entrant dans la dépendance. Aux âges extrêmes, ce type de gestion finit par constituer environ les deux tiers de mesures, aussi bien chez les hommes que chez les femmes, proportion très supérieure à celle de la gestion associative (environ un quart des mesures), La gérance par des mandataires judiciaires exerçant à titre individuel, malgré son augmentation constante avec l'âge ne dépasse pas 10% des mesures, proportion certes bien supérieure à celles des établissements de soins ou d'hébergement.

## La gestion des mesures de curatelle ouvertes en 2010

Ici l'importance relative des gestions familiales et associatives s'inverse par rapport à ce qu'on observe dans les tutelles. Tous âges confondus, la gérance associative est nettement majoritaire : 62% chez les hommes, 54% chez les femmes, à côté de 25% de gérances familiales chez les hommes et 31% chez les femmes – **tableau 15-**

**Tableau 15**  
**Gestion des mesures de curatelle ouvertes en 2010**

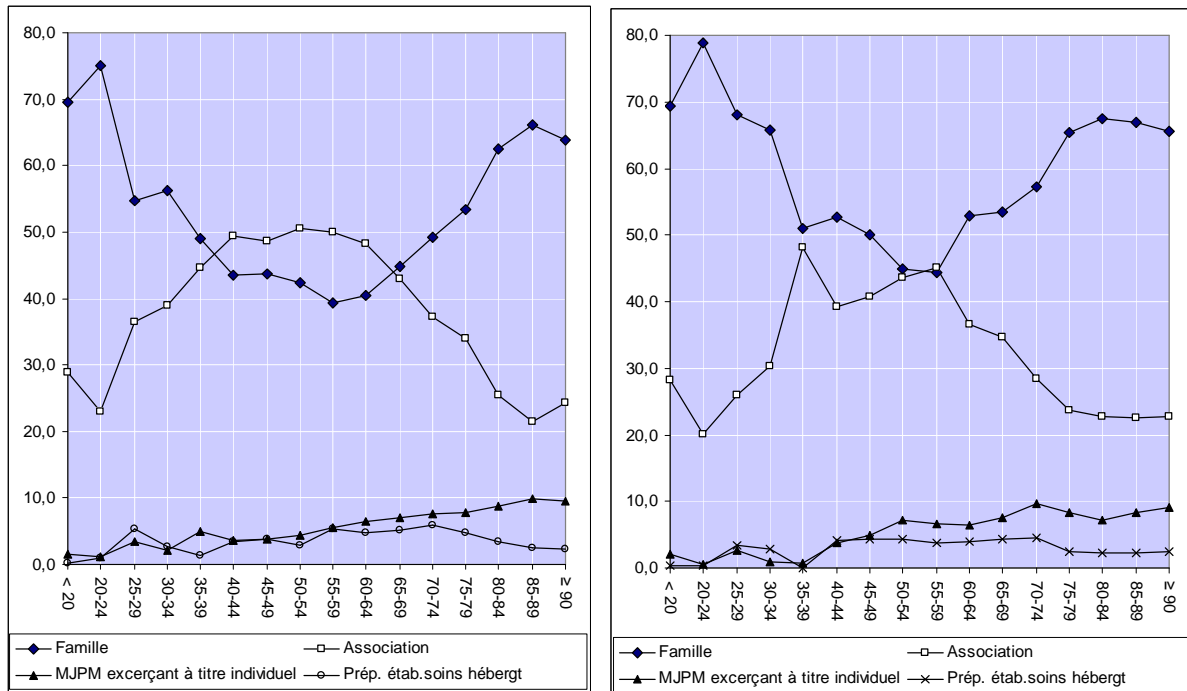
Âge	HOMMES					FEMMES				
	Total tutelle	Famille	Association	MJPM exerçant à titre individuel	Prép. étab. soins hébergé	Total tutelle	Famille	Association	MJPM exerçant à titre individuel	Prép. étab. soins hébergé
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>25,5</b>	<b>62,3</b>	<b>9,5</b>	<b>2,7</b>	<b>100,0</b>	<b>31,2</b>	<b>53,7</b>	<b>12,9</b>	<b>2,2</b>
Moins de 20	100,0	32,6	61,6	4,8	1,0	100,0	35,2	60,5	4,3	0,0
20-24	100,0	31,5	62,6	4,4	1,5	100,0	31,4	62,4	4,2	2,0
25-29	100,0	22,8	68,0	6,3	2,9	100,0	25,3	66,7	6,4	1,6
30-34	100,0	20,7	71,9	4,1	3,2	100,0	22,5	70,2	6,3	1,1
35-39	100,0	17,8	73,2	6,2	2,8	100,0	17,6	71,3	8,1	3,1
40-44	100,0	17,5	73,2	5,6	3,7	100,0	15,9	73,4	8,5	2,1
45-49	100,0	15,3	73,5	8,5	2,6	100,0	14,5	73,2	9,6	2,7
50-54	100,0	18,1	71,3	8,3	2,3	100,0	15,3	71,8	10,7	2,1
55-59	100,0	19,3	68,1	10,5	2,2	100,0	19,7	67,2	11,2	1,9
60-64	100,0	22,9	62,4	11,5	3,2	100,0	21,2	62,9	13,2	2,7
65-69	100,0	25,8	58,0	13,3	2,9	100,0	30,2	55,3	13,2	1,3
70-74	100,0	27,7	53,3	15,2	3,9	100,0	34,5	48,8	14,3	2,5
75-79	100,0	37,0	47,9	12,5	2,6	100,0	37,8	44,2	15,8	2,2
80-84	100,0	37,2	43,1	17,2	2,5	100,0	43,3	38,9	15,5	2,3
85-89	100,0	42,0	37,6	16,9	3,5	100,0	44,9	34,9	17,9	2,3
90 et plus	100,0	47,9	34,4	16,2	1,5	100,0	38,5	38,9	20,2	2,4
<i>Age moyen</i>	<i>52,0</i>	<i>55,6</i>	<i>49,1</i>	<i>61,1</i>	<i>53,8</i>	<i>63,6</i>	<i>69,0</i>	<i>58,3</i>	<i>71,6</i>	<i>65,5</i>
Source : SDSE RGC					DACs Pôle d'évaluation de la justice civile					

En revanche, le profil d'âge est très semblable à celui des tutelles : une variation au fil des âges en forme concave pour la gérance familiale et en forme convexe pour la gérance associative, avec une progression linéaire ou une stabilité pour les deux autres formes de gestion. Cependant, aux âges intermédiaires, les gérances associatives représentent près des trois quarts des mesures, contre 15% à 20% de gérances familiales. Et malgré sa chute constante à partir de 50 ou 55 ans, la gérance associative est encore présente dans un gros tiers de cas aux âges élevés, pas très loin des gérances familiales – **tableau 15 et figure 10-**

Rappelons qu'à ces âges, dans la gestion des tutelles, la famille était très fortement prépondérante. Une autre différence avec les tutelles est l'importance non négligeable des gérances privées, dont la part s'accroît avec l'âge pour atteindre, à 90 ans et plus, un cinquième des mesures chez les femmes, un peu moins chez les hommes. Comme pour les tutelles, la gérance par les préposés d'établissements de soins ou d'hébergement reste rare quelque soit l'âge des personnes.

Figure 10

**La gestion des mesures de curatelle ouvertes en 2010**  
 CURATELLES HOMMES CURATELLES FEMMES



**La gestion des mesures de sauvegarde de justice ouvertes en 2010**

Tous âges confondus, la gestion de 82% des sauvegardes de justice ouvertes en 2010 est confiée à la famille, 10% à une association tutélaire ; moins de 4% d'entre elles sont confiées à un mandataire judiciaire à la protection des majeurs exerçant à titre individuel, la même part sont ouvertes sans désignation d'un mandataire spécial, enfin, une proportion infime des sauvegardes est confiée à des préposés d'établissement de soins ou d'hébergement (0,5%) –**tableau 16**.

Rappelons que les sauvegardes de justice demeurent rares : environ un millier en 2010, soit moins de 2% des mesures ouvertes. En dépit de l'aléa statistique lié à ce faible nombre, le profil d'âge que présentent les deux principaux types de gestion (familiale et associative) est très semblable à celui des mesures plus lourdes, en particulier à celui des tutelles. La place de la famille dans la gestion, très présente chez les personnes très jeunes (sept cas sur dix), décline ensuite comme pour les tutelles, mais elle le fait ici plus rapidement : vers 35-39 ans la gérance familiale représente seulement un dixième des mesures, au bénéfice de la gestion associative qui atteint aux mêmes âges deux tiers des cas. Ensuite, la tendance se renverse, la gestion de la famille ne cessant d'augmenter. A partir de 75 ans, ce type de gestion représente neuf cas sur dix –**figure 11**-.

Hormis les jeunes majeurs (âgés de moins de 25 ans), la part des gestions familiales des nouvelles mesures de sauvegarde selon l'âge de la personne protégée a sensiblement le même profil que celui des régimes de protection durable.

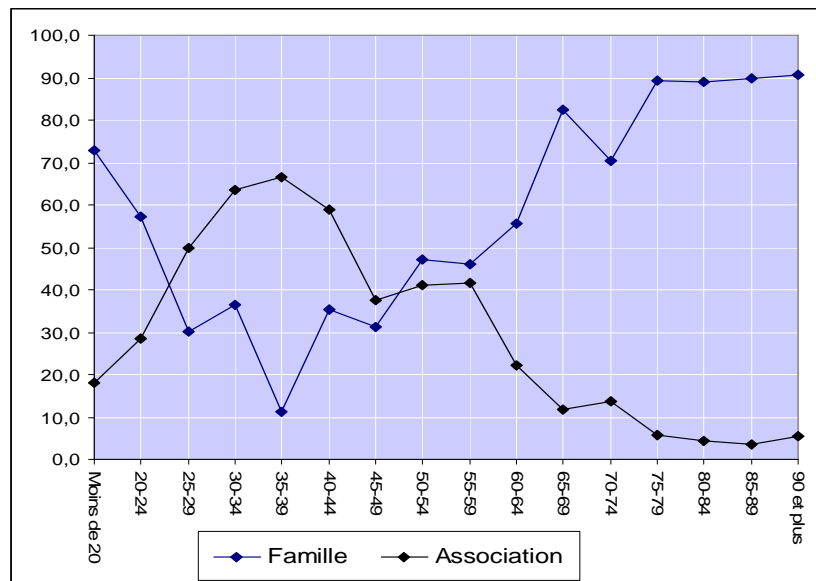
Cette gestion familiale est encore plus fréquente aux âges extrêmes, elle dépasse en effet 80% chez les plus de 75 ans. Mais, on a vu que, même aux âges élevés, les sauvegardes demeurent rares – de 2 à 3% des régimes ouverts en 2009 et 2010 - le recours aux mesures lourdes et longues telles que la tutelle étant de loin le plus fréquent.

**Tableau 16**  
**Gestion des sauvegardes de justice renouvelées ouvertes en 2010**

Âge	Total	Sans mandataire spécial	Avec mandataire spécial			
			Famille	Association tutélaire	MJPM exerçant à titre individuel	Prép. étab. soins hébergé
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	3,4	82,1	10,4	3,6	0,5
Moins de 20	100,0	0,0	72,8	18,1	9,1	0,0
20-24	100,0	9,5	57,2	28,5	4,8	0,0
25-29	100,0	20,0	30,1	50,0	0,0	0,0
30-34	100,0	0,0	36,4	63,6	0,0	0,0
35-39	100,0	11,1	11,2	66,6	0,0	11,1
40-44	100,0	0,0	35,3	58,8	5,9	0,0
45-49	100,0	0,0	31,3	37,5	31,2	0,0
50-54	100,0	0,0	47,1	41,2	5,9	5,9
55-59	100,0	8,3	45,9	41,6	4,2	0,0
60-64	100,0	11,1	55,6	22,2	11,1	0,0
65-69	100,0	0,0	82,4	11,7	5,9	0,0
70-74	100,0	0,0	70,5	13,6	13,6	2,3
75-79	100,0	2,0	89,2	5,9	2,9	0,0
80-84	100,0	3,0	89,1	4,5	3,0	0,5
85-89	100,0	3,8	89,9	3,5	2,8	0,0
90 et plus	100,0	2,7	90,7	5,4	0,8	0,4
<b>Age moyen</b>	<b>79,1</b>	<b>74,4</b>	<b>82,2</b>	<b>59,8</b>	<b>69,6</b>	<b>67,2</b>

Source : SDSE RGC DACS Pôle d'évaluation de la justice civile

**Figure 11**  
**La gestion des mesures de sauvegarde ouvertes en 2010**



### III. MANDAT DE PROTECTION FUTURE

Principale innovation de la loi du 5 mars 2007 réformant la protection juridique des majeurs, le mandat de protection future (MPF) est une mesure destinée à permettre à toute personne d'organiser pour l'avenir sa protection ainsi que celle de ses biens, pour le cas où elle ne serait plus en mesure de le faire elle-même en raison de son état de santé physique ou mentale, et d'éviter ainsi l'ouverture d'une mesure judiciaire de protection (tutelle, curatelle, sauvegarde de justice). Le MPF permet également d'organiser l'avenir d'un enfant souffrant d'une maladie ou d'un handicap en choisissant la personne physique ou morale qui sera chargée de s'occuper de lui lorsque ses parents ne seront plus en mesure de le faire eux-mêmes. On parle alors de mandat « pour autrui ». En pratique, le MPF peut être établi par acte notarié<sup>11</sup> ou sous seing privé et fonctionne comme une procuration. Le mandataire (personne à laquelle est confiée l'exécution du mandat) devra donc présenter le mandat chaque fois qu'il effectue des actes concernant la vie personnelle et/ou le patrimoine du mandant (personne protégée).

« Le MPF prend effet une fois que le mandataire –la personne chargée de la protection du majeur- a fourni au greffe du tribunal d'instance le mandat accompagné d'un certificat émanant d'un médecin choisi sur la liste établie par le procureur de la République et établissant l'altération des facultés personnelles. »

En 2009 et 2010, un total de 538 mandats de protection future a été enregistré, 133 la première année d'application de ce nouveau dispositif, 405 la seconde. La population des mandants est féminine dans plus des deux-tiers des cas et très âgée : près de 80% des mandants ont plus de 80 ans –**tableau 17-**.

Plus de huit fois sur dix, les MPF ont été établis par acte notarié. Les mandataires désignés par anticipation sont exclusivement des personnes physiques de l'entourage du mandant. Dans seulement sept cas, le protégé est l'enfant du mandant.

**Tableau 17**  
**Mandat de protection future selon le type de mandat et l'âge des protégés (2009-2010)**

AGE	2009				2010				
	Total		Type de mandat		Total		Type de mandat		
			Acte notarié	Sous seing privé			Acte notarié	Sous seing privé	
<b>Total</b>	<b>133</b>	<b>100,0</b>	<b>107</b>	<b>26</b>	<b>Total</b>	<b>405</b>	<b>100,0</b>	<b>323</b>	<b>82</b>
Moins de 50 ans	1	0,8	1	-	Moins de 50 ans	7	1,7	4	3
50-59	1	0,8	-	1	50-59	8	2,0	4	4
60-69	8	6,0	7	1	60-69	21	5,2	19	2
70-79	12	9,0	9	3	70-79	59	14,6	48	11
80-89	82	61,7	67	15	80-89	229	56,5	185	44
90 ans et plus	29	21,8	23	6	90 ans et plus	81	20,0	63	18

Source : SDSE RGC      DACS Pôle d'évaluation de la justice civile

<sup>11</sup> A partir d'une enquête faite auprès d'un échantillon d'offices, le Conseil Supérieur du Notariat estime à 5 500 le nombre de MPF réalisés dans les offices notariaux pour le premier semestre 2010.

En vertu des dispositions de l'article 484 du C. civil «*Tout intéressé peut saisir le juge des tutelles aux fins de contester à la mise en œuvre du mandat ou de voir statuer sur les conditions et les modalités de son exécution*». Au cours de ces deux premières années, les juges des tutelles ont été saisis de 78 contestations.

#### **IV. LES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT JUDICIAIRE (MAJ)**

##### **Ouvertures de MAJ par conversion de TPSA**

Les personnes bénéficiant d'une mesure de tutelle aux prestations sociales adultes (TPSA), ouverte antérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 2009 -date d'entrée en vigueur de la loi portant réforme de la protection juridique des majeurs -conservent le bénéfice de cette mesure au plus tard jusqu'au 31 décembre 2011. Avant cette date, lors d'un réexamen de la mesure, le juge des tutelles peut convertir la TPSA en mesure d'accompagnement judiciaire (MAJ), en prononcer la caducité ou la mainlevée.

##### **Ouvertures de MAJ après échec d'une mesure d'accompagnement social personnalisé**

L'article 495 du code civil dispose que «*Lorsque les mesures mises en œuvre en application des articles L. 271-1 à L. 271-5 du code de l'action sociale et des familles au profit d'une personne majeure n'ont pas permis une gestion satisfaisante par celle-ci de ses prestations sociales et que sa santé ou sa sécurité en est compromise, le juge des tutelles peut ordonner une mesure d'accompagnement judiciaire destinée à rétablir l'autonomie de l'intéressé dans la gestion de ses ressources*».

En 2009 et 2010, les juges des tutelles ont ouvert 4 922 mesures d'accompagnement judiciaire (MAJ). Dans 81% des cas, ces MAJ ont été ouvertes sur conversion d'une tutelle aux prestations sociales «*adultes*» -**tableau 18**-.

**Tableau 18**  
**Nombre des mesures d'accompagnement judiciaire ouvertes**  
**en 2009 et 2010 selon le mode de gestion**

Type d'ouverture de MAJ	Total	2009		2010			
		Total	Confiée à une association tutélaire	Total	Confiée à une association tutélaire		
						Nbre	%
<b>Total</b>	<b>4 922</b>	<b>3 207</b>	<b>3 179</b>	<b>99,1</b>	<b>1 715</b>	<b>1 704</b>	<b>99,4</b>
Conversions de TPSA en MAJ	<b>3 999</b>	2 690	2 664	99,0	1 309	1 301	99,4
Ouvertures de MAJ à la dde du procureur de la République	<b>923</b>	517	515	99,6	406	403	99,3

Source : SDSE RGC DACs PEJC



Les MAJ ouvertes à la demande du procureur de la République, au vu d'un rapport des services sociaux du conseil général comportant une évaluation de la situation sociale et pécuniaire de la personne, ainsi que d'un bilan des actions personnalisées menées auprès d'elle au titre de la mesure d'accompagnement social personnalisé (MASP), sont donc relativement peu nombreuses (923) – **tableau 18**-.

A défaut de pouvoir être exercée par un membre de la famille, la MAJ est exercée par un mandataire judiciaire à la protection des majeurs<sup>12</sup>, dans la quasi-totalité des cas les juges désignent des associations tutélaires.

---

<sup>12</sup> Article 495-7 du code civil « Seul un mandataire judiciaire à la protection des majeurs inscrit sur la liste prévue à l'article L. 471-2 du code de l'action sociale et des familles peut être désigné par le juge pour exercer la mesure d'accompagnement judiciaire ».



## **ANNEXE : STATISTIQUES DEPARTEMENTALES**

### **Liste des tableaux et figures**

**TAB A1** - Ouvertures de tutelles et de curatelles 2010, selon le degré de la mesure, par département

**TAB A2** - Ouvertures de tutelles et de curatelles 2010 selon la gestion de la mesure, par département

**TAB A3** - Placements sous sauvegarde de justice 2010 selon la gestion de la mesure, par département

**TAB A4** - Ouvertures de mesures d'accompagnement judiciaire 2010 selon la gestion de la mesure, par département

**TAB A5** - Mandats de protection future 2010 selon le type de mandat, par département

**TAB A6** – Taux d'ouverture de régime de protection par département 2009 et 2010 (pour 10 000 habitants) et proportion de la population âgée de 70 ans et plus

**FIGURE A1** – Mesures de tutelles et de curatelles 2010  
*Proportion de tutelle par département*

**FIGURE A2** – Mesures de tutelles et curatelles 2010 par département  
*Proportion de mesures confiées à la famille (%)*

**FIGURE A3** – Mesures de tutelles et curatelles 2010 par département  
*Proportion de mesures confiées à une association tutélaire (%)*

**FIGURE A4** – Mesures de tutelles et curatelles 2010 par département  
*% de mesures confiées à un mandataire judiciaire à la protection des majeurs exerçant à titre individuel (%)*

**FIGURE A5** – Mesures de tutelles et curatelles 2010 par département  
*Proportion de mesures confiées à un préposé d'établissement de soins (%)*

**FIGURE A6** – Taux d'ouverture de régime de protection par département 2010 (pour 10 000 habitants)

**TAB A1 - Ouvertures de tutelles et de curatelles 2010, selon le degré de la mesure, par département**

Départements	TOTAL	Total Tutelle	Tutelle	Tutelle allégée	Total Curatelle	Curatelle simple	Curatelle aménagée	Curatelle renforcée
<b>TOTAL</b>	<b>59 812</b>	<b>34 139</b>	<b>33 730</b>	<b>409</b>	<b>25 673</b>	<b>2 161</b>	<b>482</b>	<b>23 030</b>
1 AIN	589	365	365	0	224	16	0	208
2 AISNE	438	277	274	3	161	10	2	149
3 ALLIER	424	231	227	4	193	12	0	181
4 ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	149	95	93	2	54	2	0	52
5 HAUTES-ALPES	163	85	85	0	78	10	0	68
6 ALPES-MARITIMES	1 483	927	916	11	556	51	3	502
7 ARDECHE	275	186	184	2	89	8	1	80
8 ARDENNES	280	196	194	2	84	9	0	75
9 ARIEGE	303	158	155	3	145	9	4	132
10 AUBE	233	163	163	0	70	5	0	65
11 AUDE	446	253	247	6	193	22	0	171
12 AVEYRON	291	162	161	1	129	8	1	120
13 BOUCHES-DU-RHONE	1 356	918	909	9	438	32	7	399
14 CALVADOS	618	367	367	0	251	19	1	231
15 CANTAL	212	105	104	1	107	18	0	89
16 CHARENTE	499	272	272	0	227	14	3	210
17 CHARENTE-MARITIME	948	528	526	2	420	61	3	356
18 CHER	413	211	211	0	202	17	0	185
19 CORREZE	260	172	170	2	88	8	1	79
2A CORSE-DU-SUD	67	42	41	1	25	7	0	18
2B HAUTE-CORSE	58	42	41	1	16	1	1	14
21 COTE-D'OR	569	318	318	0	251	14	6	231
22 COTES-D'ARMOR	581	304	302	2	277	26	3	248
23 CREUSE	143	57	56	1	86	6	2	78
24 DORDOGNE	701	311	307	4	390	34	17	339
25 DOUBS	452	232	228	4	220	28	1	191
26 DROME	619	364	363	1	255	23	2	230
27 EURE	534	341	339	2	193	23	1	169
28 EURE-ET-LOIR	453	246	242	4	207	5	3	199
29 FINISTERE	1 062	531	526	5	531	21	2	508
30 GARD	631	345	336	9	286	23	3	260
31 HAUTE-GARONNE	1 128	588	579	9	540	36	7	497
32 GERS	349	183	183	0	166	21	0	145
33 GIRONDE	1 774	976	968	8	798	39	9	750
34 HERAULT	729	374	367	7	355	55	3	297
35 ILLE-ET-VILAINE	821	412	411	1	409	28	12	369
36 INDRE	253	144	144	0	109	19	0	90
37 INDRE-ET-LOIRE	686	379	372	7	307	42	0	265
38 ISERE	907	438	429	9	469	30	31	408
39 JURA	268	120	118	2	148	14	0	134
40 LANDES	424	200	193	7	224	15	1	208
41 LOIR-ET-CHER	270	147	146	1	123	7	0	116
42 LOIRE	676	382	376	6	294	34	3	257
43 HAUTE-LOIRE	176	87	86	1	89	13	0	76
44 LOIRE-ATLANTIQUE	913	458	414	44	455	76	3	376
45 LOIRET	436	283	279	4	153	13	0	140
46 LOT	250	139	137	2	111	6	0	105
47 LOT-ET-GARONNE	474	210	208	2	264	14	1	249
48 LOZERE	100	49	49	0	51	1	0	50
49 MAINE-ET-LOIRE	631	350	350	0	281	24	9	248

Départements	TOTAL	Total Tutelle	Tutelle	Tutelle allégée	Total Curatelle	Curatelle simple	Curatelle aménagée	Curatelle renforcée
50 MANCHE	557	325	324	1	232	17	2	213
51 MARNE	643	353	350	3	290	40	7	243
52 HAUTE-MARNE	164	92	92	0	72	8	2	62
53 MAYENNE	364	181	180	1	183	14	1	168
54 MEURTHE-ET-MOSELLE	548	357	351	6	191	16	0	175
55 MEUSE	189	119	118	1	70	9	0	61
56 MORBIHAN	758	420	412	8	338	31	11	296
57 MOSELLE	799	509	501	8	290	27	1	262
58 NIEVRE	234	114	111	3	120	8	3	109
59 NORD	2 587	1 482	1 468	14	1 105	83	7	1 015
60 OISE	635	389	388	1	246	11	3	232
61 ORNE	407	170	170	0	237	19	1	217
62 PAS-DE-CALAIS	1 101	669	664	5	432	36	1	395
63 PUY-DE-DOME	663	333	331	2	330	12	0	318
64 PYRENEES-ATLANTIQUES	706	372	364	8	334	20	6	308
65 HAUTES-PYRENEES	276	152	151	1	124	12	3	109
66 PYRENEES-ORIENTALES	485	259	256	3	226	17	3	206
67 BAS-RHIN	886	515	507	8	371	37	3	331
68 HAUT-RHIN	454	271	268	3	183	17	4	162
69 RHONE	1 475	863	850	13	612	60	111	441
70 HAUTE-SAONE	254	133	133	0	121	3	1	117
71 SAONE-ET-LOIRE	636	301	296	5	335	26	4	305
72 SARTHE	550	332	329	3	218	17	4	197
73 SAVOIE	332	150	150	0	182	25	0	157
74 HAUTE-SAVOIE	509	257	254	3	252	16	12	224
75 PARIS	2 173	1 282	1 269	13	891	73	40	778
76 SEINE-MARITIME	977	516	507	9	461	44	1	416
77 SEINE-ET-MARNE	1 024	617	609	8	407	31	3	373
78 YVELINES	1 005	585	580	5	420	42	19	359
79 DEUX-SEVRES	465	257	256	1	208	18	2	188
80 SOMME	400	255	249	6	145	7	2	136
81 TARN	479	239	238	1	240	29	3	208
82 TARN-ET-GARONNE	344	175	175	0	169	16	3	150
83 VAR	991	671	663	8	320	24	3	293
84 VAUCLUSE	547	313	313	0	234	18	0	216
85 VENDEE	564	297	284	13	267	11	4	252
86 VIENNE	319	193	192	1	126	8	0	118
87 HAUTE-VIENNE	540	287	285	2	253	3	12	238
88 VOSGES	352	190	187	3	162	14	1	147
89 YONNE	462	272	270	2	190	24	6	160
90 TERRITOIRE-DE-BELFORT	99	53	53	0	46	1	0	45
91 ESSONNE	1 076	644	640	4	432	32	27	373
92 HAUTS-DE-SEINE	1 282	792	775	17	490	30	8	452
93 SEINE-ST-DENIS	950	607	600	7	343	32	2	309
94 VAL-DE-MARNE	886	535	532	3	351	28	3	320
95 VAL-D'OISE	861	596	589	7	265	28	4	233
97 DOM	1 247	885	878	7	362	37	3	322
98 COM	42	37	37	0	5	1	0	4

source : ministère de la justice, RGC, SDSE

DACS, PEJC

**TAB A2 - Ouvertures de tutelles et de curatelles 2010 selon la gestion de la mesure, par département**

Départements	TOTAL CURATELLE + TUTELLE	Tutelle	Curatelle	Gestion de la mesure			
				Famille	Association tutélaire	MJPM exerçant à titre individuel	Confiée à prép. établissement de soins ou d'hébergement
<b>TOTAL</b>	<b>59 812</b>	<b>34 139</b>	<b>25 673</b>	<b>28 623</b>	<b>24 273</b>	<b>5 359</b>	<b>1 557</b>
1 AIN	589	365	224	328	247	6	8
2 AISNE	438	277	161	220	189	14	15
3 ALLIER	424	231	193	158	192	42	32
4 ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	149	95	54	86	41	17	5
5 HAUTES-ALPES	163	85	78	79	66	1	17
6 ALPES-MARITIMES	1 483	927	556	734	531	216	2
7 ARDECHE	275	186	89	139	102	33	1
8 ARDENNES	280	196	84	144	109	25	2
9 ARIEGE	303	158	145	130	74	96	3
10 AUBE	233	163	70	133	76	1	23
11 AUDE	446	253	193	202	208	36	0
12 AVEYRON	291	162	129	138	149	4	0
13 BOUCHES-DU-RHONE	1 356	918	438	675	421	230	30
14 CALVADOS	618	367	251	259	315	12	32
15 CANTAL	212	105	107	82	116	9	5
16 CHARENTE	499	272	227	207	211	35	46
17 CHARENTE-MARITIME	948	528	420	416	440	83	9
18 CHER	413	211	202	200	194	17	2
19 CORREZE	260	172	88	104	128	11	17
2A CORSE-DU-SUD	67	42	25	44	17	4	2
2B HAUTE-CORSE	58	42	16	38	18	2	0
21 COTE-D'OR	569	318	251	261	148	105	55
22 COTES-D'ARMOR	581	304	277	269	241	46	25
23 CREUSE	143	57	86	69	61	10	3
24 DORDOGNE	701	311	390	289	343	62	7
25 DOUBS	452	232	220	211	223	1	17
26 DROME	619	364	255	313	301	0	5
27 EURE	534	341	193	275	248	7	4
28 EURE-ET-LOIR	453	246	207	212	206	24	11
29 FINISTERE	1 062	531	531	446	616	0	0
30 GARD	631	345	286	300	205	122	4
31 HAUTE-GARONNE	1 128	588	540	509	385	217	17
32 GERS	349	183	166	149	200	0	0
33 GIRONDE	1 774	976	798	872	559	326	17
34 HERAULT	729	374	355	347	270	82	30
35 ILLE-ET-VILAINE	821	412	409	332	361	82	46
36 INDRE	253	144	109	118	128	4	3
37 INDRE-ET-LOIRE	686	379	307	380	300	0	6
38 ISERE	907	438	469	445	413	0	49
39 JURA	268	120	148	124	138	3	3
40 LANDES	424	200	224	166	226	28	4
41 LOIR-ET-CHER	270	147	123	131	108	11	20
42 LOIRE	676	382	294	257	370	44	5
43 HAUTE-LOIRE	176	87	89	64	74	38	0
44 LOIRE-ATLANTIQUE	913	458	455	415	351	131	16
45 LOIRET	436	283	153	220	120	54	42
46 LOT	250	139	111	139	111	0	0
47 LOT-ET-GARONNE	474	210	264	216	230	26	2
48 LOZERE	100	49	51	43	55	1	1
49 MAINE-ET-LOIRE	631	350	281	309	307	11	4

Départements	TOTAL CURATELLE + TUTELLE	Tutelle	Curatelle	Gestion de la mesure			
				Famille	Association tutélaire	MJPM exerçant à titre individuel	Confiée à prép. établissement de soins ou d'hébergement
50 MANCHE	557	325	232	256	200	83	18
51 MARNE	643	353	290	344	258	23	18
52 HAUTE-MARNE	164	92	72	72	67	1	24
53 MAYENNE	364	181	183	169	191	2	2
54 MEURTHE-ET-MOSELLE	548	357	191	268	180	60	40
55 MEUSE	189	119	70	85	104	0	0
56 MORBIHAN	758	420	338	348	381	8	21
57 MOSELLE	799	509	290	371	422	0	6
58 NIEVRE	234	114	120	70	150	5	9
59 NORD	2 587	1 482	1 105	1 073	1 389	73	52
60 OISE	635	389	246	348	235	31	21
61 ORNE	407	170	237	158	215	3	31
62 PAS-DE-CALAIS	1 101	669	432	509	547	38	7
63 PUY-DE-DOME	663	333	330	294	274	95	0
64 PYRENEES-ATLANTIQUES	706	372	334	316	309	73	8
65 HAUTES-PYRENEES	276	152	124	109	79	67	21
66 PYRENEES-ORIENTALES	485	259	226	218	209	54	4
67 BAS-RHIN	886	515	371	461	234	124	67
68 HAUT-RHIN	454	271	183	248	152	33	21
69 RHONE	1 475	863	612	730	517	158	70
70 HAUTE-SAONE	254	133	121	122	111	16	5
71 SAONE-ET-LOIRE	636	301	335	257	312	23	44
72 SARTHE	550	332	218	247	226	54	23
73 SAVOIE	332	150	182	169	151	10	2
74 HAUTE-SAVOIE	509	257	252	272	197	19	21
75 PARIS	2 173	1 282	891	1 076	697	361	39
76 SEINE-MARITIME	977	516	461	460	495	11	11
77 SEINE-ET-MARNE	1 024	617	407	589	268	155	12
78 YVELINES	1 005	585	420	567	298	137	3
79 DEUX-SEVRES	465	257	208	171	278	1	15
80 SOMME	400	255	145	196	185	5	14
81 TARN	479	239	240	187	220	71	1
82 TARN-ET-GARONNE	344	175	169	158	109	72	5
83 VAR	991	671	320	487	271	230	3
84 VAUCLUSE	547	313	234	267	231	35	14
85 VENDEE	564	297	267	248	288	1	27
86 VIENNE	319	193	126	133	157	15	14
87 HAUTE-VIENNE	540	287	253	210	217	82	31
88 VOSGES	352	190	162	155	189	0	8
89 YONNE	462	272	190	232	158	39	33
90 TERRITOIRE-DE-BELFORT	99	53	46	29	68	0	2
91 ESSONNE	1 076	644	432	579	328	141	28
92 HAUTS-DE-SEINE	1 282	792	490	729	273	260	20
93 SEINE-ST-DENIS	950	607	343	508	327	89	26
94 VAL-DE-MARNE	886	535	351	443	269	119	55
95 VAL-D'OISE	861	596	265	500	216	134	11
97 DOM	1 247	885	362	760	470	14	3
98 COM	42	37	5	28	9	5	0

source : ministère de la justice, RGC, SDSE

DACS, PEJC

**TAB A3 - Placements sous sauvegarde de justice 2010 selon la gestion de la mesure, par département**

Départements	TOTAL	Sans mandataire spécial	Avec mandataire spécial				
			Total	Famille	Association tutélaire	MJPM exerçant à titre individuel	Préposé établissement de soins ou d'hébergement
<b>TOTAL</b>	<b>1 076</b>	<b>37</b>	<b>1 039</b>	<b>882</b>	<b>113</b>	<b>39</b>	<b>5</b>
1 AIN	2	0	2	2	0	0	0
2 AISNE	8	0	8	5	3	0	0
3 ALLIER	1	0	1	0	1	0	0
4 ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	1	0	1	1	0	0	0
5 HAUTES-ALPES	0	0	0	0	0	0	0
6 ALPES-MARITIMES	2	0	2	2	0	0	0
7 ARDECHE	11	0	11	10	1	0	0
8 ARDENNES	3	0	3	1	2	0	0
9 ARIEGE	0	0	0	0	0	0	0
10 AUBE	1	0	1	1	0	0	0
11 AUDE	13	0	13	10	3	0	0
12 AVEYRON	10	1	9	2	7	0	0
13 BOUCHES-DU-RHONE	26	1	25	24	0	1	0
14 CALVADOS	3	0	3	3	0	0	0
15 CANTAL	1	0	1	1	0	0	0
16 CHARENTE	7	1	6	5	0	1	0
17 CHARENTE-MARITIME	10	1	9	8	1	0	0
18 CHER	4	0	4	3	1	0	0
19 CORREZE	11	0	11	11	0	0	0
2A CORSE-DU-SUD	1	0	1	1	0	0	0
2B HAUTE-CORSE	3	0	3	0	3	0	0
21 COTE-D'OR	0	0	0	0	0	0	0
22 COTES-D'ARMOR	35	0	35	29	6	0	0
23 CREUSE	1	0	1	0	1	0	0
24 DORDOGNE	9	0	9	5	2	2	0
25 DOUBS	26	1	25	22	3	0	0
26 DROME	0	0	0	0	0	0	0
27 EURE	4	1	3	2	1	0	0
28 EURE-ET-LOIR	1	0	1	1	0	0	0
29 FINISTERE	36	0	36	35	1	0	0
30 GARD	1	0	1	1	0	0	0
31 HAUTE-GARONNE	10	0	10	6	3	1	0
32 GERS	1	0	1	1	0	0	0
33 GIRONDE	13	1	12	7	1	4	0
34 HERAULT	17	0	17	15	1	1	0
35 ILLE-ET-VILAINE	55	2	53	50	0	3	0
36 INDRE	5	2	3	3	0	0	0
37 INDRE-ET-LOIRE	8	0	8	8	0	0	0
38 ISERE	17	0	17	17	0	0	0
39 JURA	2	0	2	1	1	0	0
40 LANDES	0	0	0	0	0	0	0
41 LOIR-ET-CHER	3	0	3	3	0	0	0
42 LOIRE	22	1	21	21	0	0	0
43 HAUTE-LOIRE	2	0	2	2	0	0	0
44 LOIRE-ATLANTIQUE	39	2	37	32	2	2	1
45 LOIRET	18	3	15	15	0	0	0
46 LOT	1	0	1	1	0	0	0
47 LOT-ET-GARONNE	3	0	3	2	1	0	0
48 LOZERE	1	0	1	0	1	0	0
49 MAINE-ET-LOIRE	10	0	10	8	2	0	0



Départements	TOTAL	Sans mandataire spécial	Avec mandataire spécial				
			Total	Famille	Association tutélaire	MJPM exerçant à titre individuel	Préposé établissement de soins ou d'hébergement
50 MANCHE	9	1	8	7	1	0	0
51 MARNE	9	0	9	5	4	0	0
52 HAUTE-MARNE	8	0	8	4	3	0	1
53 MAYENNE	2	0	2	2	0	0	0
54 MEURTHE-ET-MOSELLE	11	0	11	8	2	1	0
55 MEUSE	9	0	9	9	0	0	0
56 MORBIHAN	24	1	23	22	1	0	0
57 MOSELLE	11	0	11	10	1	0	0
58 NIEVRE	13	0	13	13	0	0	0
59 NORD	44	2	42	40	2	0	0
60 OISE	2	0	2	2	0	0	0
61 ORNE	20	0	20	20	0	0	0
62 PAS-DE-CALAIS	26	2	24	24	0	0	0
63 PUY-DE-DOME	3	0	3	3	0	0	0
64 PYRENEES-ATLANTIQUES	0	0	0	0	0	0	0
65 HAUTES-PYRENEES	8	0	8	8	0	0	0
66 PYRENEES-ORIENTALES	0	0	0	0	0	0	0
67 BAS-RHIN	10	0	10	7	1	2	0
68 HAUT-RHIN	10	4	6	4	1	1	0
69 RHONE	37	2	35	32	1	1	1
70 HAUTE-SAONE	8	0	8	2	5	1	0
71 SAONE-ET-LOIRE	5	0	5	4	1	0	0
72 SARTHE	79	0	79	61	18	0	0
73 SAVOIE	17	2	15	11	4	0	0
74 HAUTE-SAVOIE	11	0	11	11	0	0	0
75 PARIS	23	3	20	14	3	3	0
76 SEINE-MARITIME	5	1	4	4	0	0	0
77 SEINE-ET-MARNE	26	0	26	25	1	0	0
78 YVELINES	59	0	59	56	1	2	0
79 DEUX-SEVRES	2	0	2	2	0	0	0
80 SOMME	14	0	14	14	0	0	0
81 TARN	2	0	2	0	0	2	0
82 TARN-ET-GARONNE	3	0	3	3	0	0	0
83 VAR	7	1	6	4	1	1	0
84 VAUCLUSE	3	0	3	2	1	0	0
85 VENDEE	5	0	5	4	1	0	0
86 VIENNE	0	0	0	0	0	0	0
87 HAUTE-VIENNE	6	0	6	5	0	1	0
88 VOSGES	1	0	1	1	0	0	0
89 YONNE	5	0	5	4	1	0	0
90 TERRITOIRE-DE-BELFORT	10	0	10	8	2	0	0
91 ESSONNE	24	0	24	23	0	0	1
92 HAUTS-DE-SEINE	15	0	15	3	4	8	0
93 SEINE-ST-DENIS	8	1	7	5	2	0	0
94 VAL-DE-MARNE	15	0	15	15	0	0	0
95 VAL-D'OISE	7	0	7	4	1	1	1
97 DOM	2	0	2	0	2	0	0
98 COM	0	0	0	0	0	0	0

source : ministère de la justice, RGC, SDSE

DACS, PEJC

**TAB A4 - Ouvertures de mesures d'accompagnement judiciaire 2010 selon la gestion de la mesure, par département**

Départements	TOTAL	Association tutélaire	individuel titre	MJPM exerçant à
<b>TOTAL</b>	<b>406</b>	<b>403</b>		<b>3</b>
1 AIN	10	10		0
2 AISNE	0	0		0
3 ALLIER	8	8		0
4 ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	0	0		0
5 HAUTES-ALPES	4	4		0
6 ALPES-MARITIMES	8	8		0
7 ARDECHE	4	4		0
8 ARDENNES	0	0		0
9 ARIEGE	0	0		0
10 AUBE	2	2		0
11 AUDE	19	19		0
12 AVEYRON	5	5		0
13 BOUCHES-DU-RHONE	1	1		0
14 CALVADOS	2	2		0
15 CANTAL	2	2		0
16 CHARENTE	8	8		0
17 CHARENTE-MARITIME	2	2		0
18 CHER	5	5		0
19 CORREZE	1	1		0
2A CORSE-DU-SUD	0	0		0
2B HAUTE-CORSE	0	0		0
21 COTE-D'OR	8	8		0
22 COTES-D'ARMOR	0	0		0
23 CREUSE	2	2		0
24 DORDOGNE	1	1		0
25 DOUBS	2	2		0
26 DROME	8	8		0
27 EURE	0	0		0
28 EURE-ET-LOIR	3	3		0
29 FINISTERE	10	10		0
30 GARD	1	1		0
31 HAUTE-GARONNE	1	1		0
32 GERS	0	0		0
33 GIRONDE	3	3		0
34 HERAULT	0	0		0
35 ILLE-ET-VILAINE	3	3		0
36 INDRE	5	5		0
37 INDRE-ET-LOIRE	3	3		0
38 ISERE	3	3		0
39 JURA	6	6		0
40 LANDES	4	4		0
41 LOIR-ET-CHER	0	0		0
42 LOIRE	6	6		0
43 HAUTE-LOIRE	0	0		0
44 LOIRE-ATLANTIQUE	2	2		0
45 LOIRET	0	0		0
46 LOT	0	0		0
47 LOT-ET-GARONNE	3	3		0
48 LOZERE	2	2		0
49 MAINE-ET-LOIRE	1	1		0

Départements	TOTAL	Association tutélaire	MJPM exerçant à titre individuel
50 MANCHE	12	12	0
51 MARNE	1	1	0
52 HAUTE-MARNE	3	3	0
53 MAYENNE	1	1	0
54 MEURTHE-ET-MOSELLE	2	2	0
55 MEUSE	1	1	0
56 MORBIHAN	9	9	0
57 MOSELLE	5	5	0
58 NIEVRE	6	6	0
59 NORD	4	4	0
60 OISE	0	0	0
61 ORNE	21	21	0
62 PAS-DE-CALAIS	11	10	1
63 PUY-DE-DOME	8	8	0
64 PYRENEES-ATLANTIQUES	5	5	0
65 HAUTES-PYRENEES	2	2	0
66 PYRENEES-ORIENTALES	8	8	0
67 BAS-RHIN	3	3	0
68 HAUT-RHIN	1	1	0
69 RHONE	8	8	0
70 HAUTE-SAONE	9	8	1
71 SAONE-ET-LOIRE	13	13	0
72 SARTHE	1	1	0
73 SAVOIE	0	0	0
74 HAUTE-SAVOIE	2	2	0
75 PARIS	16	16	0
76 SEINE-MARITIME	4	4	0
77 SEINE-ET-MARNE	1	1	0
78 YVELINES	2	2	0
79 DEUX-SEVRES	3	3	0
80 SOMME	1	1	0
81 TARN	1	1	0
82 TARN-ET-GARONNE	15	15	0
83 VAR	5	5	0
84 VAUCLUSE	8	8	0
85 VENDEE	5	5	0
86 VIENNE	1	1	0
87 HAUTE-VIENNE	5	5	0
88 VOSGES	8	8	0
89 YONNE	6	6	0
90 TERRITOIRE-DE-BELFORT	1	1	0
91 ESSONNE	2	2	0
92 HAUTS-DE-SEINE	12	12	0
93 SEINE-ST-DENIS	1	1	0
94 VAL-DE-MARNE	3	3	0
95 VAL-D'OISE	12	11	1
97 DOM	0	0	0
98 COM	0	0	0

source : ministère de la justice, RGC, SDSE

DACS, PEJC

**TAB A5 - Mandats de protection future 2010 selon le type de mandat, par département**

Départements	TOTAL	Type de mandat	
		Notarié	Sous-seing privé
<b>TOTAL</b>	<b>405</b>	<b>323</b>	<b>82</b>
1 AIN	2	2	0
2 AISNE	7	5	2
3 ALLIER	0	0	0
4 ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	0	0	0
5 HAUTES-ALPES	3	3	0
6 ALPES-MARITIMES	22	15	7
7 ARDECHE	1	1	0
8 ARDENNES	0	0	0
9 ARIEGE	0	0	0
10 AUBE	1	1	0
11 AUDE	2	1	1
12 AVEYRON	5	3	2
13 BOUCHES-DU-RHONE	8	6	2
14 CALVADOS	7	5	2
15 CANTAL	1	1	0
16 CHARENTE	2	2	0
17 CHARENTE-MARITIME	2	1	1
18 CHER	0	0	0
19 CORREZE	4	2	2
2A CORSE-DU-SUD	1	0	1
2B HAUTE-CORSE	0	0	0
21 COTE-D'OR	4	4	0
22 COTES-D'ARMOR	0	0	0
23 CREUSE	0	0	0
24 DORDOGNE	10	9	1
25 DOUBS	2	2	0
26 DROME	3	3	0
27 EURE	5	3	2
28 EURE-ET-LOIR	3	3	0
29 FINISTERE	0	0	0
30 GARD	1	1	0
31 HAUTE-GARONNE	5	4	1
32 GERS	3	2	1
33 GIRONDE	12	8	4
34 HERAULT	12	11	1
35 ILLE-ET-VILAINE	10	9	1
36 INDRE	0	0	0
37 INDRE-ET-LOIRE	5	5	0
38 ISERE	8	6	2
39 JURA	1	1	0
40 LANDES	3	3	0
41 LOIR-ET-CHER	4	4	0
42 LOIRE	5	5	0
43 HAUTE-LOIRE	0	0	0
44 LOIRE-ATLANTIQUE	10	9	1
45 LOIRET	3	3	0
46 LOT	1	1	0
47 LOT-ET-GARONNE	2	0	2
48 LOZERE	1	1	0
49 MAINE-ET-LOIRE	2	2	0

Départements	TOTAL	Type de mandat	
		Notarié	Sous-seing privé
50 MANCHE	3	3	0
51 MARNE	8	8	0
52 HAUTE-MARNE	2	2	0
53 MAYENNE	0	0	0
54 MEURTHE-ET-MOSELLE	3	2	1
55 MEUSE	2	1	1
56 MORBIHAN	2	2	0
57 MOSELLE	4	4	0
58 NIEVRE	0	0	0
59 NORD	11	8	3
60 OISE	3	2	1
61 ORNE	0	0	0
62 PAS-DE-CALAIS	7	6	1
63 PUY-DE-DOME	4	2	2
64 PYRENEES-ATLANTIQUES	5	5	0
65 HAUTES-PYRENEES	1	1	0
66 PYRENEES-ORIENTALES	0	0	0
67 BAS-RHIN	1	1	0
68 HAUT-RHIN	3	3	0
69 RHONE	16	14	2
70 HAUTE-SAONE	3	3	0
71 SAONE-ET-LOIRE	3	3	0
72 SARTHE	5	5	0
73 SAVOIE	5	3	2
74 HAUTE-SAVOIE	5	4	1
75 PARIS	37	28	9
76 SEINE-MARITIME	2	2	0
77 SEINE-ET-MARNE	8	6	2
78 YVELINES	7	6	1
79 DEUX-SEVRES	3	3	0
80 SOMME	2	2	0
81 TARN	0	0	0
82 TARN-ET-GARONNE	1	1	0
83 VAR	14	6	8
84 VAUCLUSE	4	3	1
85 VENDEE	2	2	0
86 VIENNE	2	2	0
87 HAUTE-VIENNE	2	1	1
88 VOSGES	2	2	0
89 YONNE	3	2	1
90 TERRITOIRE-DE-BELFORT	0	0	0
91 ESSONNE	3	1	2
92 HAUTS-DE-SEINE	22	19	3
93 SEINE-ST-DENIS	2	2	0
94 VAL-DE-MARNE	7	4	3
95 VAL-D'OISE	2	1	1
97 DOM	1	1	0

source : ministère de la justice, RGC, SDSE

DACS, PEJC

**TAB A6 – Taux d'ouverture de régime de protection par département 2009 et 2010 (pour 10 000 habitants) et proportion de la population âgée de 70 ans et plus**

Départements	Population*			Ouvert.rég. protect.2009	Taux pour 10 000	Ouvert.rég. protect. 2010	Taux pour 10 000
	Total 20 ans et plus	% 70 ans et plus					
		Nombre	%				
<b>France métropolitaine et DOM</b>	<b>48 363 220</b>	<b>8 035 732</b>	<b>16,6</b>	<b>66 534</b>	<b>13,8</b>	<b>60 892</b>	<b>12,6</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>47 129 388</b>	<b>7 906 073</b>	<b>16,8</b>	<b>65 355</b>	<b>13,9</b>	<b>59 601</b>	<b>12,6</b>
<b>DOM</b>	<b>1 233 832</b>	<b>129 659</b>	<b>10,5</b>	<b>1 179</b>	<b>9,6</b>	<b>1 291</b>	<b>10,5</b>
01 Ain	432 042	63 481	14,7	558	12,9	591	13,7
02 Aisne	399 220	67 935	17,0	517	13,0	446	11,2
03 Allier	270 514	61 741	22,8	664	24,5	425	15,7
04 Alpes-de-Haute-Provence	123 213	25 276	20,5	225	18,3	150	12,2
05 Hautes-Alpes	103 880	20 131	19,4	128	12,3	163	15,7
06 Alpes-Maritimes	852 636	177 600	20,8	1 348	15,8	1 485	17,4
07 Ardèche	240 312	48 487	20,2	383	15,9	286	11,9
08 Ardennes	211 582	36 330	17,2	307	14,5	283	13,4
09 Ariège	119 100	25 911	21,8	294	24,7	303	25,4
10 Aube	227 526	40 661	17,9	399	17,5	234	10,3
11 Aude	274 216	58 509	21,3	392	14,3	459	16,7
12 Aveyron	218 460	52 107	23,9	388	17,8	301	13,8
13 Bouches-du-Rhône	1 494 612	250 738	16,8	1 407	9,4	1 382	9,2
14 Calvados	507 230	87 221	17,2	748	14,7	621	12,2
15 Cantal	119 468	27 921	23,4	212	17,7	213	17,8
16 Charente	275 742	57 198	20,7	482	17,5	506	18,4
17 Charente-Maritime	483 172	104 234	21,6	907	18,8	958	19,8
18 Cher	244 165	50 392	20,6	409	16,8	417	17,1
19 Corrèze	193 207	45 392	23,5	301	15,6	271	14,0
2A Corse-du-Sud	113 467	21 657	19,1	121	10,7	68	6,0
2B Haute-Corse	130 712	23 560	18,0	86	6,6	61	4,7
21 Côte-d'Or	398 090	67 211	16,9	620	15,6	569	14,3
22 Côtes-d'Armor	447 902	96 908	21,6	785	17,5	616	13,8
23 Creuse	100 276	26 020	25,9	225	22,4	144	14,4
24 Dordogne	327 274	76 174	23,3	657	20,1	710	21,7
25 Doubs	393 697	62 098	15,8	434	11,0	478	12,1
26 Drôme	361 598	63 930	17,7	647	17,9	619	17,1
27 Eure	426 872	64 957	15,2	565	13,2	538	12,6
28 Eure-et-Loir	316 463	52 697	16,7	432	13,7	454	14,3
29 Finistère	683 797	132 069	19,3	1 299	19,0	1 098	16,1
30 Gard	530 160	96 118	18,1	514	9,7	632	11,9
31 Haute-Garonne	933 683	132 359	14,2	1 155	12,4	1 139	12,2
32 Gers	147 753	34 394	23,3	304	20,6	350	23,7
33 Gironde	1 093 834	178 086	16,3	2 075	19,0	1 787	16,3
34 Hérault	789 191	138 991	17,6	923	11,7	746	9,5
35 Ille-et-Vilaine	723 636	114 258	15,8	875	12,1	876	12,1
36 Indre	183 521	42 626	23,2	313	17,1	258	14,1
37 Indre-et-Loire	447 078	80 528	18,0	784	17,5	694	15,5

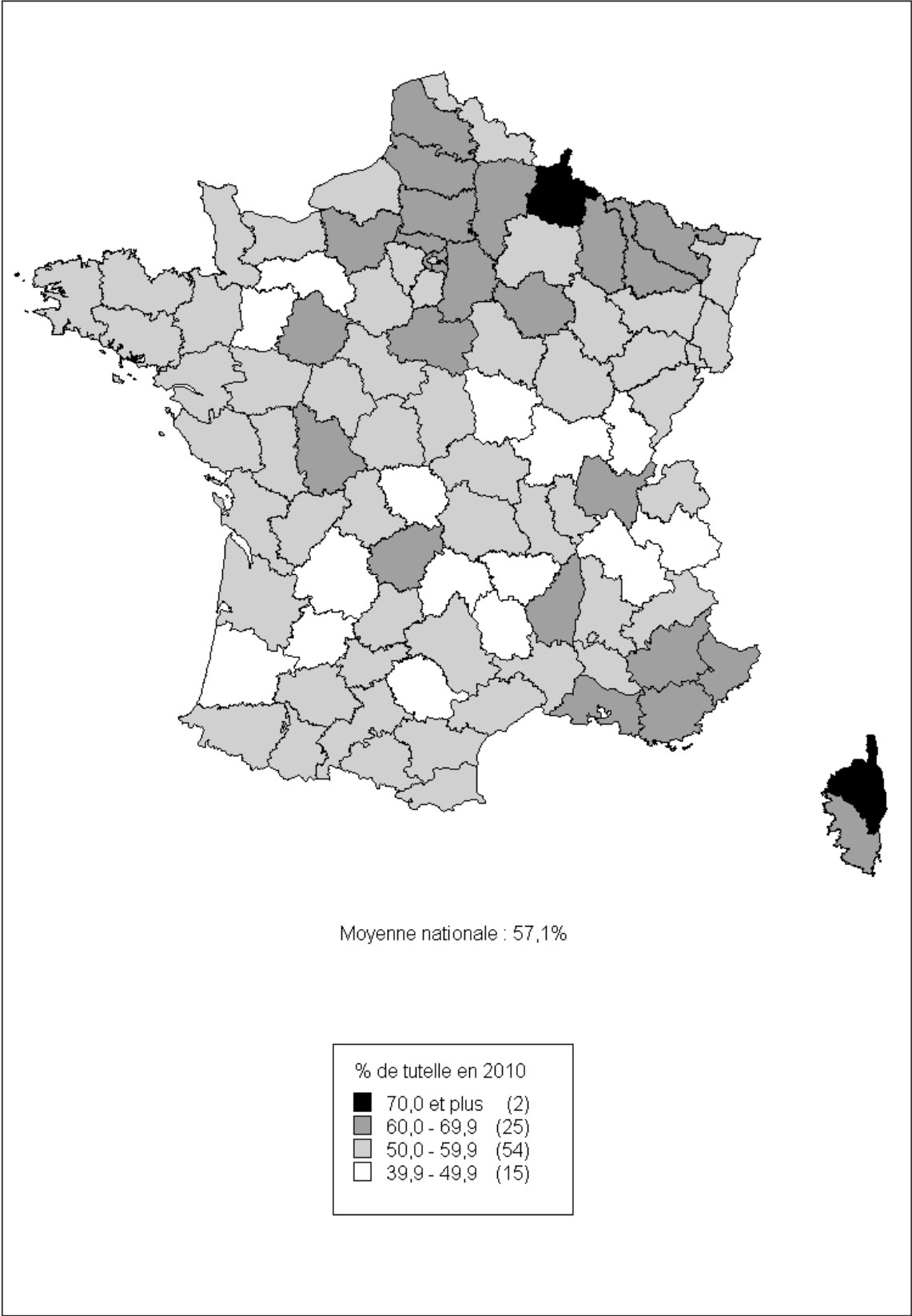
Départements	Population*			Ouvert. rég. protect. 2009	Taux pour 10 000	Ouvert. rég. protect. 2010	Taux pour 10 000
	Total 20 ans et plus	% 70 ans et plus					
		Nombre	%				
38 Isère	883 311	131 124	14,8	1 143	12,9	924	10,5
39 Jura	197 935	38 152	19,3	360	18,2	270	13,6
40 Landes	293 540	58 246	19,8	437	14,9	424	14,4
41 Loir-et-Cher	251 098	53 846	21,4	368	14,7	273	10,9
42 Loire	562 319	107 258	19,1	800	14,2	698	12,4
43 Haute-Loire	170 166	34 500	20,3	309	18,2	178	10,5
44 Loire-Atlantique	937 532	148 063	15,8	1 197	12,8	952	10,2
45 Loiret	490 081	82 407	16,8	619	12,6	454	9,3
46 Lot	138 767	32 790	23,6	274	19,7	251	18,1
47 Lot-et-Garonne	256 215	56 707	22,1	523	20,4	477	18,6
48 Lozère	61 131	12 773	20,9	194	31,7	101	16,5
49 Maine-et-Loire	572 938	97 921	17,1	704	12,3	641	11,2
50 Manche	380 929	79 194	20,8	633	16,6	566	14,9
51 Marne	425 703	66 897	15,7	600	14,1	652	15,3
52 Haute-Marne	142 805	27 932	19,6	194	13,6	172	12,0
53 Mayenne	226 779	44 544	19,6	320	14,1	367	16,2
54 Meurthe-et-Moselle	551 768	90 542	16,4	591	10,7	559	10,1
55 Meuse	147 642	27 072	18,3	215	14,6	198	13,4
56 Morbihan	547 901	106 870	19,5	733	13,4	782	14,3
57 Moselle	798 721	125 667	15,7	899	11,3	810	10,1
58 Nièvre	175 006	40 998	23,4	209	11,9	247	14,1
59 Nord	1 868 063	271 801	14,5	2 726	14,6	2 631	14,1
60 Oise	585 215	77 703	13,3	854	14,6	637	10,9
61 Orne	223 056	47 146	21,1	470	21,1	427	19,1
62 Pas-de-Calais	1 072 899	171 323	16,0	1 305	12,2	1 127	10,5
63 Puy-de-Dôme	491 828	85 269	17,3	781	15,9	666	13,5
64 Pyrénées-Atlantiques	508 293	103 407	20,3	797	15,7	706	13,9
65 Hautes-Pyrénées	181 118	40 343	22,3	308	17,0	284	15,7
66 Pyrénées-Orientales	345 827	75 100	21,7	459	13,3	485	14,0
67 Bas-Rhin	831 002	121 754	14,7	921	11,1	896	10,8
68 Haut-Rhin	567 095	89 186	15,7	670	11,8	464	8,2
69 Rhône	1 263 239	191 162	15,1	1 516	12,0	1 512	12,0
70 Haute-Saône	181 178	32 639	18,0	228	12,6	262	14,5
71 Saône-et-Loire	430 555	90 453	21,0	635	14,7	641	14,9
72 Sarthe	420 926	78 969	18,8	859	20,4	629	14,9
73 Savoie	311 828	50 944	16,3	356	11,4	349	11,2
74 Haute-Savoie	539 131	72 375	13,4	530	9,8	520	9,6
75 Paris	1 780 437	230 469	12,9	2 574	14,5	2 196	12,3
76 Seine-Maritime	932 461	153 272	16,4	1 210	13,0	982	10,5
77 Seine-et-Marne	944 399	107 873	11,4	895	9,5	1 050	11,1
78 Yvelines	1 024 761	134 413	13,1	1 162	11,3	1 064	10,4
79 Deux-Sèvres	281 507	56 850	20,2	580	20,6	467	16,6
80 Somme	426 432	69 773	16,4	574	13,5	415	9,7
81 Tarn	290 147	63 965	22,0	555	19,1	481	16,6
82 Tarn-et-Garonne	182 114	35 609	19,6	342	18,8	347	19,1
83 Var	786 876	163 407	20,8	1 031	13,1	999	12,7
84 Vaucluse	408 901	72 524	17,7	659	16,1	550	13,5
85 Vendée	477 158	93 235	19,5	560	11,7	569	11,9
86 Vienne	326 424	60 279	18,5	561	17,2	319	9,8

Départements	Population*			Ouvert.rég. protect. 2009	Taux pour 10 000	Ouvert. rég. protect. 2010	Taux pour 10 000
	Total 20 ans et plus	% 70 ans et plus					
		Nombre	%				
87 Haute-Vienne	296 985	61 646	20,8	551	18,6	546	18,4
88 Vosges	289 236	54 127	18,7	321	11,1	353	12,2
89 Yonne	262 380	53 177	20,3	567	21,6	467	17,8
90 Territoire de Belfort	106 225	17 113	16,1	168	15,8	109	10,3
91 Essonne	876 476	111 223	12,7	1 080	12,3	1 100	12,6
92 Hauts-de-Seine	1 169 905	156 312	13,4	1 298	11,1	1 297	11,1
93 Seine-Saint-Denis	1 080 958	118 449	11,0	1 144	10,6	958	8,9
94 Val-de-Marne	979 018	128 283	13,1	1 051	10,7	901	9,2
95 Val-d'Oise	833 747	95 091	11,4	852	10,2	868	10,4

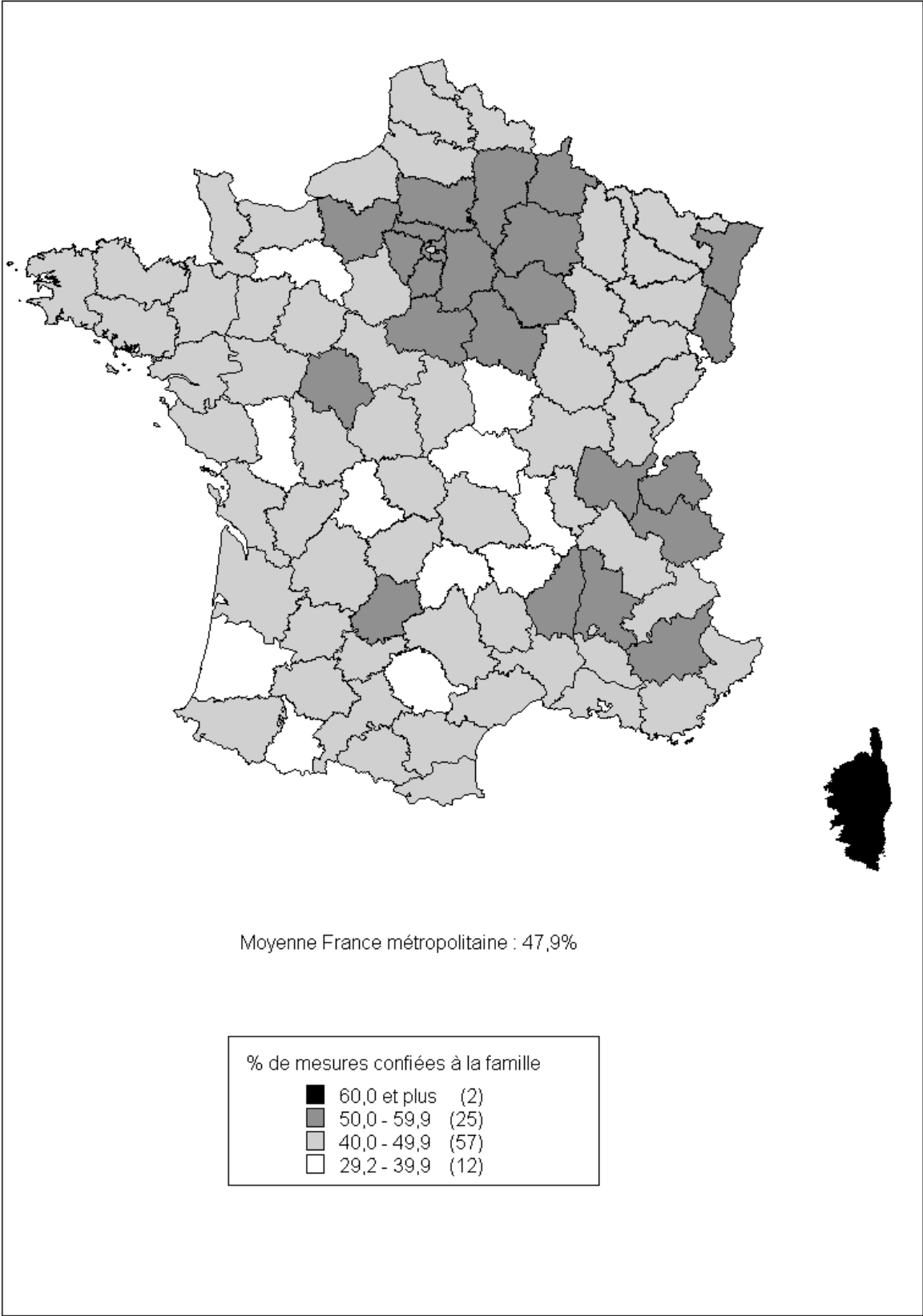
\*Source : Insee - Estimations de population 2009      \*\*SDSE RGC      DACS PEJC



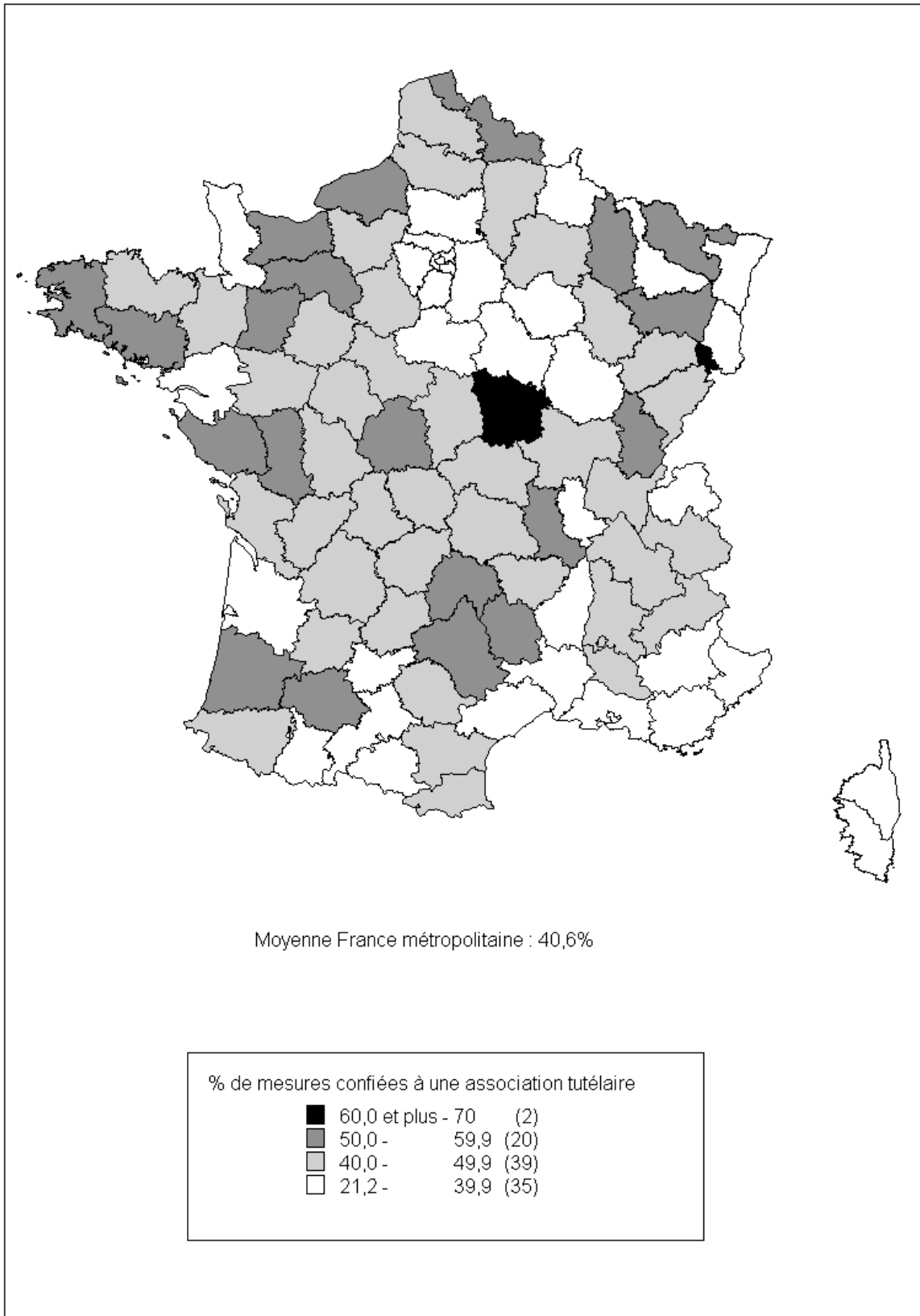
**FIGURE A1 – Mesures de tutelles et de curatelles ouvertes en 2010**  
*Proportion de tutelle par département*



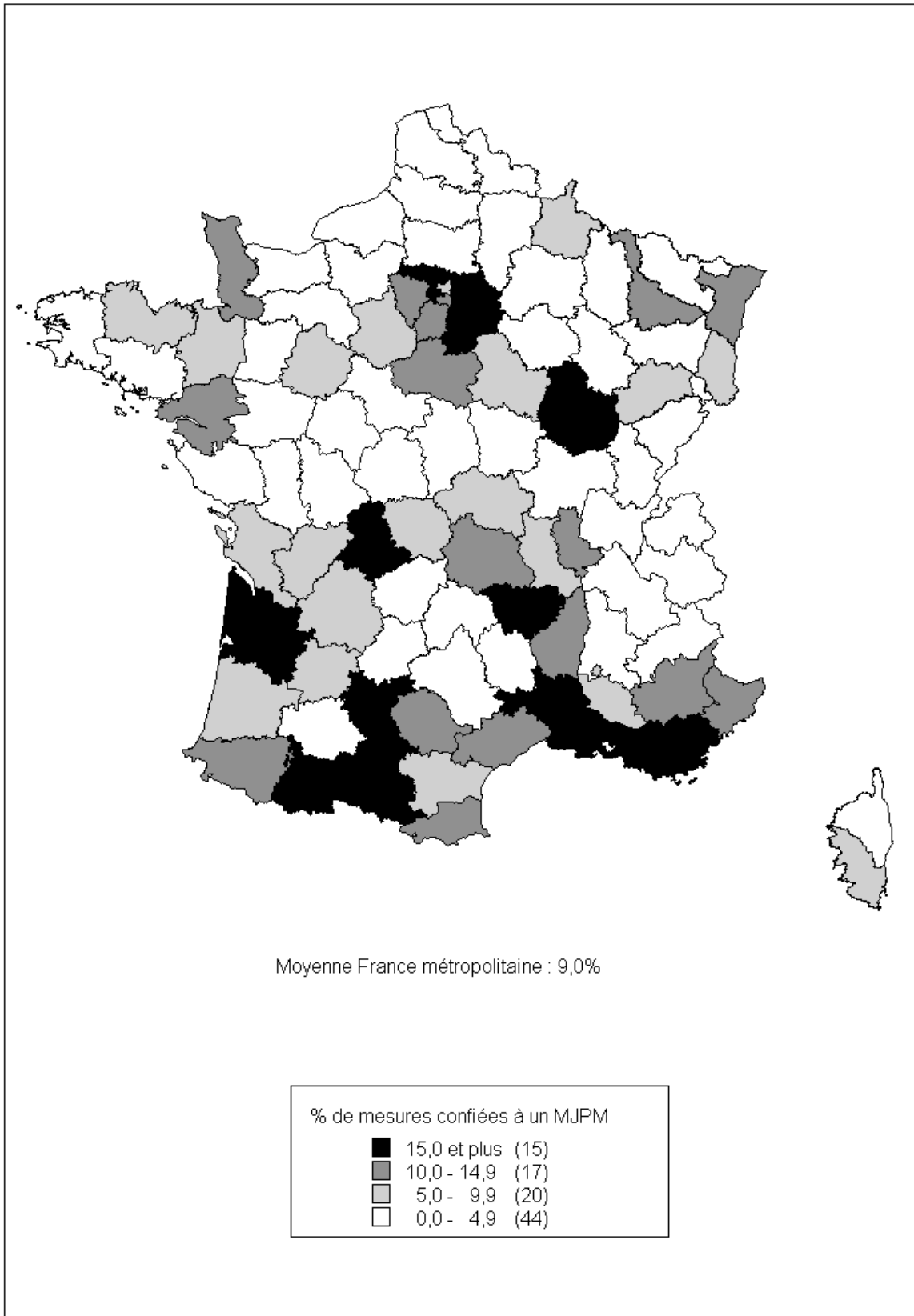
**FIGURE A2 – Mesures de tutelles et curatelles 2010 par département**  
*Proportion de mesures confiées à la famille*



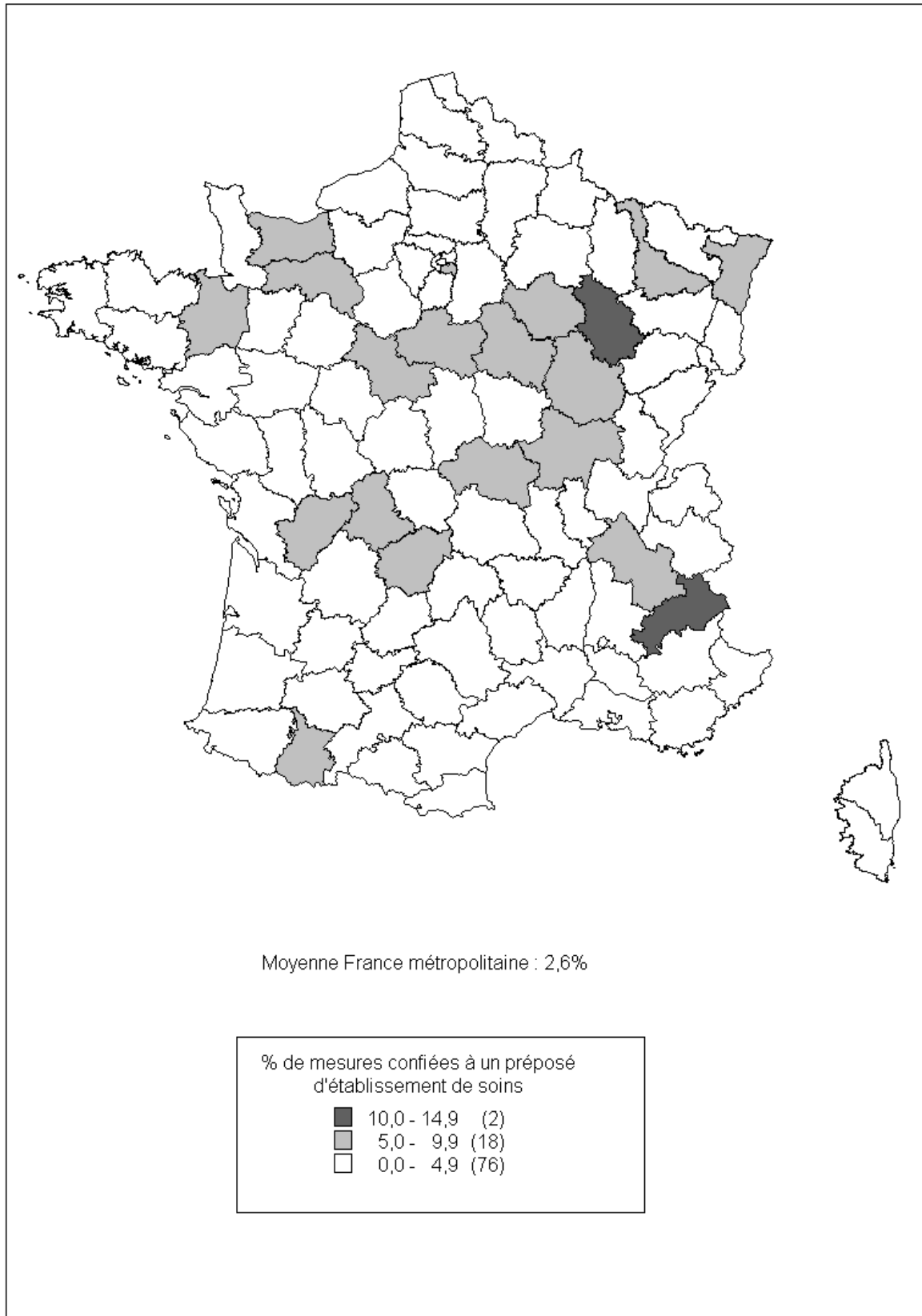
**FIGURE A3 – Mesures de tutelles et curatelles 2010 par département**  
*Proportion de mesures confiées à une association tutélaire*



**FIGURE A4 – Mesures de tutelles et curatelles 2010 par département**  
*Proportion de mesures confiées à un mandataire judiciaire à la protection des majeurs exerçant à titre individuel*



**FIGURE A5 – Mesures de tutelles et curatelles 2010 par département**  
*Proportion de mesures confiées à un préposé d'établissement de soins ou d'hébergement*



**FIGURE A6 – Taux d’ouverture de régime de protection par département 2010  
(pour 10 000 habitants)**

